Georges Berghezan
Adolphe Agenonga Chober

ARMÉE OUGANDAISE EN RDC
Force de paix ou puissance occupante ?

GRIP

LES RAPPORTS DU GRIP 2025/5

**© Groupe de recherche
et d'information
sur la paix et la sécurité**

Avenue des Arts 7-8
B-1210 Bruxelles
Tél : 0473 982 820
Courriel: admi@grip.org
Site Internet: www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
est une association sans but lucratif.

La reproduction est autorisée, moyennant mention de la source et de l'auteur.

Photos de couverture : **Photo du haut :** Otages des ADF libérés par les UPDF, Mwalika, Nord-Kivu, août 2023.
Photo du bas : Le général Muhoozi Kainerugaba visite ses troupes en RDC.
Crédit photo : Site des Uganda People's Defence Forces

Prix : 10 euros

ISSN : 2466-6734
ISBN : 978-2-87291-255-1
ISBN : 978-2-87291-255-8 (version e-pub)

Version PDF: https://grip.org/larmee-ougandaise-en-rdc-force-de-paix-ou-puissance-occupante

Les Rapports du GRIP sont également
diffusés sur www.i6doc.com,
l'édition universitaire en ligne.

Avec le soutien de la Wallonie

ARMÉE OUGANDAISE EN RDC

Force de paix ou puissance occupante ?

LES RAPPORTS DU GRIP 2025/5

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ACRONYMES **1**

LISTE DES CARTES **3**

LISTE DES ENCADRÉS **3**

INTRODUCTION **1**

1. INTERVENTIONS MILITAIRES OUGANDAISES EN RDC : UN ÉTERNEL RECOMMENCEMENT **3**

2. OPÉRATION SHUJAA : LE RETOUR DES UPDF EN RDC **7**

3. LA FACE CACHÉE DE L'OPÉRATION SHUJAA **17**

4. LES RELATIONS AMBIGÜES DE KAMPALA AVEC LA RDC ET LE TRIO RWANDA/M23/AFC **25**

5. *PAX UGANDANA* : SÉCURISATION DE L'EST CONGOLAIS OU OCCUPATION ÉTRANGÈRE ? **31**

CONCLUSION **39**

Combler le vide sécuritaire ou occuper le territoire ? 39

La croissance économique de l'Ouganda, enjeu stratégique de Shujaa 40

Des défis innombrables et complexes 42

LISTE DES ACRONYMES

ADF	Allied Democratic Forces
AFC	Alliance du fleuve Congo
AFDL	Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo
CNOOC	China National Offshore Oil Corporation
CODECO	Coopérative pour le développement économique du Congo
EAC	East Africa Community
EACOP	East Africa Crude Oil Pipeline
FAC	Forces armées congolaises
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FAZ	Forces armées zaïroises
FDLR	Forces démocratiques de libération du Rwanda
ICG	International Crisis Group
LRA	Lord Resistance Army
M23	Mouvement du 23 mars
NALU	National Army for the Liberation of Uganda
NRA	National Resistance Army
NRM	National Resistance Movement
ONAPAC	Office national des produits agricoles du Congo
P-DDRCS	Le Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation
PLC	Parti de libération du Congo
RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie
RDC	République démocratique du Congo
RCD-K	RCD-Kisangani
RCD-K/ML	RCD-K/Mouvement de libération
RDF	Rwanda Defence Force
UPDF	Uganda People's Defence Forces
SAMIDRC	Southern African Development Community Mission in the Democratic Republic of Congo

LISTE DES CARTES

CARTE 1. LES BASES MILITAIRES UPDF AU GRAND NORD 13

CARTE 2. LES BASES MILITAIRES UPDF EN ITURI 14

LISTE DES ENCADRÉS

ENCADRÉ 1. CARTOGRAPHIE DES DÉPLOIEMENTS DES UPDF DANS LE GRAND NORD ET EN ITURI 14

ENCADRÉ 2. 4E TRIMESTRE 2021, TROIS MOIS DÉCISIFS DANS LA GENÈSE DE SHUJAA 23

INTRODUCTION

Les relations entre l'Ouganda et l'actuelle République démocratique du Congo (RDC) évoluent en dents de scie depuis que Yoweri Kaguta Museveni s'est emparé de la présidence à Kampala et s'y maintient depuis près de quatre décennies. Cette période, débutant en janvier 1986, a ouvert une nouvelle page de l'histoire des relations entre les deux pays, marquée par des soutiens croisés à des mouvements rebelles hostiles au pouvoir en place dans chacun des deux pays et par des opérations militaires ougandaises sur le territoire congolais, en particulier dans les zones frontalières.

Ces tensions ont atteint un point culminant en 1996 quand l'Ouganda a soutenu militairement l'*Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo* (AFDL), une coalition de forces rebelles qui a renversé, en mai 1997, le régime de Mobutu Sese Seko. L'année suivante, et jusqu'en 2003, elle s'est partagé avec le Rwanda le contrôle d'une grande partie du territoire congolais, une occupation marquée par de sanglants épisodes et le pillage des ressources naturelles du pays occupé.

Durant les deux dernières décennies, l'armée ougandaise, les *Uganda People's Defence Forces* (UPDF), a mené plusieurs interventions sur le sol congolais, avec ou sans l'aval de Kinshasa. La dernière en date, l'opération *Shujaa* (mot swahili signifiant « *bravoure* »), entamée en novembre 2021 en partenariat avec les *Forces armées de la RDC* (FARDC), a été officiellement lancée pour lutter contre le groupe islamiste d'origine ougandaise des *Forces démocratiques alliées* (*Allied Democratic Forces,* ADF), actives depuis le milieu des années 1990 dans le nord du Nord-Kivu, et ensuite en Ituri.

Le but de l'opération *Shujaa* va cependant bien au-delà de la lutte contre les ADF qu'elle n'a d'ailleurs pas réussi à éradiquer, mais seulement à éloigner de la frontière avec l'Ouganda. Les nouveaux objectifs des UPDF sont devenus particulièrement évidents avec leurs récents déploiements, d'une part dans le territoire de Lubero (Nord-Kivu) face aux positions du M23 et, d'autre part, dans ceux de Djugu et Mahagi (Ituri) contre la *Coopérative pour le développement économique du Congo* (CODECO).

En Ituri, les UPDF combattent maintenant la CODECO, une milice issue de la communauté lendu responsable, depuis décembre 2017, de nombreux massacres à l'encontre de membres d'autres communautés ituriennes, dont les Hema. Dans le nord du Nord-Kivu, aussi appelé le Grand Nord[1], le dispositif militaire ougandais vise en particulier à empêcher le *Mouvement du 23 mars* (M23) et son sponsor rwandais d'étendre leur emprise dans des zones faisant traditionnellement partie de la zone d'influence ougandaise, comme les grandes villes de Beni et Butembo. La prise de Goma et de Bukavu par le M23 au début de 2025 et sa progression vers le nord ont retenti comme des signaux d'alarme à Kampala et déclenché l'envoi de nouvelles troupes dans le Grand Nord. Comme en Ituri, ces nouveaux

[1] En opposition au Petit Nord, le sud de la province du Nord-Kivu, dont une grande partie est contrôlée par le M23.

déploiements se sont faits sans accord préalable de Kinshasa, qui a dû finalement accepter le fait accompli, étant de toute façon dans l'incapacité d'y résister militairement.

Au-delà des aspects sécuritaires et de la rivalité entre Kampala et Kigali, les déploiements des UPDF visent surtout à consolider et à étendre l'influence économique de l'Ouganda dans des régions faisant face à son propre territoire et qui constituent sa « *chasse gardée* » traditionnelle. Et les enjeux sont importants : construction ou réhabilitation de routes reliant l'est de la RDC à l'Ouganda, développement du commerce transfrontalier, meilleur accès aux ressources minérales et naturelles congolaises, protection des installations pétrolières du lac Albert, etc.

Ce rapport examine donc les motivations et les intérêts, affichés et sous-jacents, de la présence militaire ougandaise en RDC. Il se base sur les observations et entretiens menés en Ituri et au Nord-Kivu par un des deux coauteurs ainsi que sur des articles de presse, des études scientifiques et des rapports d'organisations internationales. Il tente également d'en cerner les conséquences possibles, que ce soit la pacification de zones où l'État congolais est pratiquement absent ou les nouveaux conflits, avec Kinshasa, Kigali ou des communautés locales, que cette présence pourrait susciter.

1. INTERVENTIONS MILITAIRES OUGANDAISES EN RDC : UN ÉTERNEL RECOMMENCEMENT

Les relations entre l'Ouganda et la RDC se sont dégradées après la prise de pouvoir de Yoweri Museveni à Kampala en janvier 1986. Au cours de cette année, des opposants hostiles à son régime exilés au Congo, alors le Zaïre, ont formé, avec le concours du régime de Kinshasa, la *National Army for the Liberation of Uganda* (NALU), établissant leur base arrière à Beni (Nord-Kivu) en vue de renverser le nouveau pouvoir ougandais[2].

À son tour, Museveni apporta son soutien à un mouvement armé hostile au régime de Mobutu, les *Kasindiens*, basé dans le territoire de Beni[3]. Les *Kasindiens,* selon certaines sources, faisaient partie du Parti de libération du Congo (PLC), un mouvement rebelle dont les combattants opéraient à travers la frontière ougando-congolaise[4].

L'armée congolaise — à l'époque les *Forces armées zaïroises* (FAZ) — a mené, pour la première fois en novembre 1988, une offensive sur le sol ougandais en vue de détruire la base arrière du PLC. Le mois suivant, les FAZ ont lancé une attaque contre le poste frontalier ougandais de Pondwe, marquant une nouvelle escalade de violences entre les deux pays[5].

Pour tenter d'améliorer leurs relations, les présidents Mobutu et Museveni ont repris langue et signé, le 23 juin 1990, un Accord de coopération pour l'exploration et l'exploitation du pétrole qui venait d'être découvert dans le lac Albert[6]. Selon l'*International Crisis Group* (ICG), les deux présidents auraient également conclu un accord secret dans les domaines judiciaire, sécuritaire et de défense[7].

Cependant, le soutien du régime de Kinshasa aux insurgés ougandais s'est poursuivi, comme en témoigne l'aide apportée par les services secrets zaïrois et soudanais à la formation, en

---

[2] « Est du Congo: la rébellion perdue des ADF-NALU », *International Crisis Group*, Briefing Afrique n° 93, 19 décembre 2012, p. 4.

[3] MIKEDO HATARI Xavier, « Histoire de mouvement de résistance Maï Maï en RDC : origine et évolution », *Mouvements et enjeux sociaux - Revue internationale des Dynamiques sociales*, vol. 2, n° 115, octobre-novembre 2020, p. 64-72.

[4] KAHINDO KABANDAULI André, « Analyse socio-économique et politique de l'insécurité dans les régions frontalières congolaises (RD. Congo): Cas du secteur du Ruwenzori de 1986 à 1996 », *IOSR Journal of Business and Management*, vol. 22, n° 3, mars 2020, p. 13.

[5] « L'or noir du Congo : risque d'instabilité ou opportunité du développement? », *International Crisis Group*, Rapport Afrique n° 188, 11 juillet 2012, 40 p.

[6] « RDC — Ouganda : l'Accord de Ngurdoto violé — 17 jours après la rencontre d'Arusha », *Le Potentiel*, 26 septembre 2007 ; OYERANMI Soji, « Uganda and hydropower », EBSCO, 2024.

[7] « L'or noir du Congo: risque d'instabilité ou opportunité du développement? », *loc. cit.*, 40 p.

septembre 1995 à Beni, de la coalition entre la NALU et les *Allied Democratic Forces* (ADF). Ce dernier mouvement est un groupe politico-religieux, d'inspiration islamique et d'origine ougandaise, réfugié au Zaïre après le démantèlement de sa base de l'ouest du pays par les forces armées ougandaises (à l'époque la *National Resistance Army*, NRA)[8].

La crise entre les régimes de Kinshasa et de Kampala a finalement atteint son apogée avec la naissance, en 1996, de l'*Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo* (AFDL), une coalition de forces rebelles aidée militairement par le Rwanda et l'Ouganda pour renverser le régime de Mobutu qui était accusé de soutenir, respectivement, les Interahamwe, auteurs du génocide rwandais, et les ADF-NALU. Les *Kasindiens* ont décidé de rallier ce mouvement en octobre 1996[9].

Après la prise du pouvoir par l'AFDL en mai 1997, l'armée ougandaise — renommée en 1995 *Uganda Peoples's Defence Forces* (UPDF) — est demeurée dans l'est de la nouvelle République démocratique du Congo (RDC) et y aurait installé une base avant même le déclenchement de la « *Seconde guerre du Congo* », une ingérence dénoncée par Kinshasa dès mai 1998, tandis que Kampala reprochait à la RDC sa passivité face aux ADF-NALU[10].

Sur fond de crise, le 2 août 1998, une nouvelle guerre a donc éclaté en RDC. Après l'avoir d'abord niée, Kampala a reconnu sa présence militaire dès le 25 août, mais en argumentant que ce n'était pas en soutien à la rébellion du *Rassemblement congolais pour la démocratie* (RCD), mais plutôt pour empêcher les incursions des ADF-NALU sur son sol[11].

Pour se démarquer du Rwanda, parrain du RCD, l'Ouganda a favorisé la création d'un autre groupe rebelle, le *Mouvement de libération du Congo* (MLC) qui a lancé ses premières offensives contre les *Forces armées congolaises* (FAC) en novembre 1998 et a conquis plusieurs villes et territoires du Bas-Uélé et de l'Équateur[12].

Mais c'est surtout en Ituri et dans le nord du Nord-Kivu, une région communément appelée le Grand Nord, avec ses deux grandes villes de Beni et Butembo, que s'est concentrée la présence militaire ougandaise. Les UPDF y ont soutenu des mouvements dissidents du RCD, en l'occurrence le *RCD-Kisangani* (RCD-K) et le *RCD-K/Mouvement de libération* (RCD-K/ML) ainsi que des milices tribales rivales en Ituri[13].

La ville de Kisangani, alors chef-lieu de la Province orientale et centre diamantaire important, s'est retrouvée au carrefour des ingérences rwandaise et ougandaise, ce qui a

---

[8] « Est du Congo : la rébellion perdue des ADF-NALU», *loc. cit.*, p. 2-3.

[9] « Histoire de mouvement de résistance Maï Maï », *loc. cit.*, p. 68.

[10] « République démocratique du Congo : une crise déjà ancienne qui échappe à tout contrôle », *Amnesty International*, *ÉFAI*, AFR 62/33/98, 3 septembre 1998, p. 10.

[11] *Ibid.*

[12] « Bemba, le dos au mur », *Jeune Afrique*, 2 mars 2003.

[13] « Ituri : le coin le plus sanglant du Congo », *Human Rights Watch*, mai 2003.

débouché sur de violents affrontements en 1999 et 2000, entraînant des milliers de morts et de blessés[14].

Entre avril et mai 2003, en application d'un accord signé à Luanda le 6 septembre 2002[15], les troupes ougandaises ont finalement quitté la RDC, en l'occurrence l'Ituri où elles étaient encore stationnées et qu'elles ont laissé à feu et à sang.

Bien que le retrait des troupes ougandaises ait contribué à l'apaisement des tensions avec la RDC, l'arrestation de quatre soldats des UPDF par les FARDC, le 1er août 2007, accusés d'avoir traversé illégalement la frontière congolaise, a déclenché un violent affrontement deux jours plus tard sur l'île du lac Albert de Rukwanzi, faisant deux morts[16]. Cet incident a précipité une rencontre entre les présidents ougandais et congolais à Ngurdoto (Tanzanie) à l'issue de laquelle les deux parties ont signé, le 8 septembre 2007, un accord de coopération dans divers domaines, dont le désarmement de groupes armés comme les ADF-NALU, la démarcation et la sécurité frontalières et la gestion commune des hydrocarbures transfrontaliers[17], alors que les réserves du lac Albert se révélaient être particulièrement importantes.

Cet engagement n'a toutefois pas mis un terme aux incidents frontaliers entre les deux pays, comme en témoigne un accrochage mortel survenu le 25 septembre 2007, 17 jours après la conclusion de l'accord de Ngurdoto[18]. D'autres incidents ont eu lieu durant les années suivantes, comme en août 2013, quand les UPDF ont occupé une partie du territoire frontalier de Mahagi, en Ituri, avant de s'en retirer[19], une incursion dont l'origine découle apparemment d'une querelle sur la délimitation de la frontière entre les deux pays[20].

Pourtant, globalement, l'accord de Ngurdoto a favorisé l'amélioration des relations entre les deux pays, permettant des opérations conjointes de leurs forces armées. À partir de la fin 2007, cédant à la pression militaire des FARDC et à des concessions politiques de Kampala, au moins 200 membres de la NALU, dont ses principaux chefs, se sont rendus et ont été rapatriés en Ouganda, bénéficiant d'un programme de désarmement, démobilisation, rapatriement, réinstallation et réinsertion (DDRRR) de la mission de maintien de la paix de l'ONU, alors nommée *Mission de l'Organisation des Nations Unies au*

---

[14] Le premier épisode de cette série d'affrontements est intervenu le 14 août 1999 et a fait 30 morts et 100 blessés. Les deux autres épisodes sont intervenus les 5 mai et 5 août 2000, le dernier ayant duré 5 jours et fait des milliers de morts de de blessés. Voir : « RDC, les victimes attendent toujours la justice, la vérité et des réparations, 25 ans après la guerre de Kisangani », *Amnesty International*, 5 juin 2025.

[15] « *Accord entre les Gouvernements de la République Démocratique du Congo et de la République de l'Ouganda sur le retrait des troupes ougandaises de la République Démocratique du Congo, sur la Coopération et la normalisation des relations bilatérales entre les deux pays* », signé le 6 septembre 2002.

[16] « L'or noir du Congo » *loc. cit.*, p. 7.

[17] « *Accord de Ngurdoto/Tanzanie portant sur la coopération bilatérale entre la République démocratique du Congo et la République de l'Ouganda* », signé le 8 septembre 2007.

[18] « L'or noir du Congo », *loc. cit.*, p. 7.

[19] « Congo-Kinshasa : l'occupation militaire de Mahagi, l'armée ougandaise brandit l'accord de Ngurdoto », *Le Phare*, 28 août 2013.

[20] « RDC : des militaires ougandais font une incursion à Mahagi », *Radio Okapi*, 26 août 2013.

Congo (MONUC)[21]. En outre, le 14 décembre 2008, l'armée ougandaise est revenue en RDC pour lutter contre la célèbre *Lord Resistance Army* (LRA), un autre mouvement hostile au régime de Kampala à l'époque réfugié dans le parc de la Garamba de l'actuelle province du Haut-Uélé[22]. Dénommée *Lightning Thunder,* cette opération s'est déroulée dans le cadre d'une offensive conjointe avec les FARDC et les forces armées sud-soudanaises, avec l'appui financier et logistique des États-Unis, et s'est achevée le 15 mars 2009 avec le retrait abrupt des UPDF du Haut-Uélé[23].

Par ailleurs, en 2011, alors que les ADF avaient été expulsées de l'ouest de l'Ouganda et que la LRA était affaiblie par l'opération *Lightning Thunder*, des responsables ougandais ont fait savoir à un chercheur du Congrès des États-Unis que les UPDF se sentaient autorisées à poursuivre des opérations militaires contre les ADF, même sans accord de Kinshasa[24]. Cependant, entre 2013 et le début de l'opération *Shujaa* en 2021, aucune incursion militaire ougandaise n'a été enregistrée, ni d'autre incident majeur entre les deux pays, à l'exception d'arrestations de pêcheurs congolais des lacs Albert et Édouard, accusés d'avoir pénétré illégalement dans les eaux ougandaises[25].

Enfin, il y a lieu de rappeler que le 23 juin 1999, la RDC avait déposé devant la Cour internationale de justice (CIJ) une plainte contre l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi pour leurs activités militaires sur son sol et demandé l'obtention d'une réparation pour des actes de destruction intentionnelle et de pillage[26]. Le 9 février 2022, l'Ouganda a été condamné par la CIJ à verser 325 millions de dollars à la RDC pour réparer les préjudices causés pendant son occupation du territoire congolais entre 1998 et 2003[27].

---

[21] « Est du Congo : la rébellion perdue des ADF-NALU » *loc. cit.,* p. 2-3. ; BERGHEZAN Georges, « FARDC entre inaction et complicité : le cas des ADF », *Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la sécurité*, 12 décembre 2016.

[22] AGENONGA CHOBER Adolphe, « Désarmement de la LRA : la fin de 15 ans de violence dans le Haut-Uélé? », *Ebuteli*, 20 mai 2024.

[23] ATKINSON Ronald R., « From Uganda to the Congo and Beyond : Pursuing the Lord's Resistance Army », *International Peace Institute*, décembre 2009.

[24] « Uganda : Dagne Staffdel Meetings With Mfa And Defense Ministry *», U.S. Embassy Kampala*, *Wikileaks*, 09KAMPALA1139, 09KAMPALA1164, 09KAMPALA1276, 17 novembre 2009.

[25] « 35 pêcheurs congolais condamnés à de la prison en Ouganda », *Voice of America*, AFP, 28 juillet 2018.

[26] « Activités armées sur le territoire du Congo (République Démocratique du Congo c. Ouganda) », *Cour internationale de Justice*, consultée le 31 juillet 2025.

[27] « Arrêt de la Cour internationale de justice dans l'affaire RDC c. Ouganda : Garantir une place aux victimes dans la mise en œuvre de l'ordre de réparation », *Avocats Sans Frontière*, 29 mars 2022.

2. OPÉRATION SHUJAA : LE RETOUR DES UPDF EN RDC

Le 30 novembre 2021, l'Ouganda a signé son retour en RDC à travers l'opération *Shujaa* menée conjointement avec les FARDC contre les ADF[28]. En outre, l'Ouganda a déployé, le 31 mars 2023, un contingent de près de mille soldats à Rutshuru (Nord-Kivu) dans le cadre d'une force régionale de l'*East Africa Community* (EAC), avec comme objectif d'atteindre les 2 000 hommes[29]. En même temps que l'ensemble de la force, comprenant également des contingents kenyan, burundais et sud-soudanais, accusée par Kinshasa d'inefficacité, voire de pactiser avec le M23, le contingent ougandais a été retiré à partir du 13 décembre 2023[30]. Deux jours plus tard, les troupes de l'EAC ont été remplacées par des militaires malawites, sud-africains et tanzaniens dans le cadre de la *Southern African Development Community Mission in the Democratic Republic of Congo* (SAMIDRC)[31], dont la fin du mandat a été annoncée en mars 2025 après la chute de Goma et Bukavu aux mains du M23 et de la *Rwanda Defence Force* (RDF)[32].

Cependant, l'opération *Shujaa* est toujours en cours et a connu un élargissement de sa zone opérationnelle initiale bien au-delà du champ d'activité des ADF.

2.1. Lancement et extension de l'opération Shujaa

De premières frappes aériennes et des tirs d'artillerie contre les ADF ont donc été lancés, le 30 novembre 2021, à partir du territoire ougandais et ont précédé le déploiement de troupes des UPDF sur le sol congolais[33].

Les premiers mois de l'opération ont vu la destruction de plusieurs bastions des ADF et leur ont infligé de lourdes pertes. Cependant, les représailles contre les civils ont été sanglantes et les ADF ont étendu leur zone d'action, allant jusqu'à prendre d'assaut la prison centrale de Butembo en août 2022[34]. Leurs combattants se sont dispersés dans d'autres entités du

[28] MIVIRI Reagan, « Opérations de l'armée ougandaise contre les ADF : quel bilan après un an ? », *Ebuteli*, 14 décembre 2022.

[29] ZIDI Paulina, « Est de la RDC: des militaires ougandaise de la force est-africaine sont entrés à Bunagana », *RFI*, 31 mars 2025.

[30] « Nord-Kivu: le contingent ougandais de l'EAC enclenche son retrait du territoire de Rusthuru », *Radio Okapi*, 14 décembre 2023.

[31] « Deployment of the SADC Mission in the Democratic Republic of Congo », *Southern African Development Community*, 4 janvier 2024.

[32] DZINESA Gwinyayi A. et RUSERO Alexander M., « Another Regional Intervention Falls Short in the Democratic Republic of the Congo », *Global Observatory - International Peace Institute*, 31 mars 2025.

[33] GRAS Romain, « RDC-Ouganda : premières opérations militaires conjointes contre les ADF », *Jeune Afrique*, 30 novembre 2021.

[34] SENGENYA Claude, « Attaque contre la prison de Butembo : l'armée confirme la thèse ADF, plus de 800 évadés et 11 morts », *Actualite.cd*, 10 août 2022.

Grand Nord et sont entrés, également en 2022, en Ituri, en particulier dans l'est du territoire de Mambasa[35] et le sud de celui d'Irumu[36]. Toujours plus à l'ouest, les ADF sont arrivées, en 2024, dans le territoire de Bafwasende, de la province du Tshopo, où elles ont mené des attaques meurtrières[37].

Entrées par le Grand Nord, en l'occurrence le territoire de Beni, les troupes ougandaises participant à *Shujaa* — à l'origine composées d'au moins 1 700 hommes selon les rares sources disponibles[38] — se sont rapidement déployées dans celui d'Irumu, dans le cadre d'une seconde phase débutée vers février 2022, destinée à pourchasser les combattants des ADF ayant fui le Grand Nord[39]. Alors qu'elle devait au départ être limitée à six mois, la durée de l'opération a été prolongée indéfiniment au début juin 2022 par un accord entre les FARDC et les UPDF, ouvrant la voie à une troisième phase, devant « *éradiquer* » la menace du groupe armé[40]. Le nombre de militaires participant à l'opération était maintenu secret[41], mais était parfois évalué entre deux et quatre mille hommes[42].

Après avoir gagné en mai 2024 le territoire de Mambasa pour y démanteler de nouveaux bastions des ADF[43], les UPDF se sont massivement déployées dans le sud du territoire de Lubero (Nord-Kivu) vers la mi-janvier 2025, officiellement pour contrer les ADF[44], mais plus vraisemblablement pour empêcher le M23 de pénétrer davantage dans le Grand Nord. En février et au début mars 2025, elles sont en outre entrées, parfois par la force, dans plusieurs localités d'Ituri, dont les villes de Bunia et de Mahagi[45] ainsi que dans le territoire de Djugu[46], tout en renforçant leur présence dans ceux de Mambasa et Irumu[47].

Selon le Groupe d'experts de l'ONU sur la RDC, les UPDF ont plus que doublé leur présence au Congo, passant en quelques semaines de 3 000 hommes à au moins 6 000[48]. De son côté,

---

[35] MIVIRI Reagan, *loc. cit.*

[36] MUAMBA Clément, « Opérations conjointes FARDC-UPDF : c'est la deuxième phase dans le territoire d'Irumu, annonce le gouvernement », *Actualité.cd*, 5 mars 2022.

[37] « Tshopo : Fifty people kidnapped by ADF/NALU in Bafwasende territory (civil society) », *Agence congolaise de presse*, 17 juin 2025.

[38] « Une mission conjointe de l'Ouganda et la RDC met en fuite les rebelles », *Africa Defense Forum*, 18 janvier 2022.

[39]« UPDF commences second phase of operation shujaa in DRC », *The Independent,* 2 février 2022 ; « Les soldats ougandais vont-ils bientôt quitter l'est de la RDC ? », *RFI*, 18 mai 2022.

[40] « Uganda and Congo extend joint military operation in east Congo », *Reuters*, 2 juin 2022.

[41] *Ibid*.

[42] « Uganda's Operation Shujaa in the DRC, Fighting the ADF or Securing Economic Interests? », *Congo Research Group et Ebuteli*, juin 2022.

[43] « Les FARDC et l'UPDF lancent des offensives contre les ADF à Mambasa », *Radio Okapi,* 31 mai 2024.

[44] OMARA Geoffrey, « BIG STORY: UPDF Secures Lubero Amid ADF Violence », *Chimpreports*, 25 janvier 2025.

[45] LORGERIE Paul, « RDC : en Ituri, la présence de l'armée ougandaise au centre de discussions à Bunia », *RFI*, 28 mars 2025.

[46] « Vive tension à Fataki après le passage des militaires ougandais », *Radio Okapi*, 19 mars 2025.

[47] « Arrivée d'une nouvelle vague de militaires ougandais en Ituri », *Radio Okapi,* 2 mars 2025.

[48] « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », *Conseil de sécurité, Nations Unies*, S/2025/446, 3 juillet 2025, p. 58.

le site spécialisé *Critical Threats* estime que le nombre de militaires ougandais présents à l'est de la RDC était déjà de 7 000 avant qu'entre 3 et 4 000 nouveaux militaires soient déployés en Ituri à partir de la fin janvier[49]. Une source au sein des services de sécurité en Ituri produit la même estimation[50].

Par ailleurs, les moyens en armes et équipement des UPDF surpasseraient largement ceux des FARDC comme nous avons pu le constater personnellement[51]. Le gouverneur militaire de l'Ituri évoque également une déficience criante d'effectifs au sein des FARDC, ainsi que « *le détournement des soldes et des rations des militaires, la démoralisation des troupes et l'inconsidération des veuves des combattants* ». Selon lui, « *les militaires au front ne mangent que pendant 15 jours* » par mois[52]. Un parlementaire de l'Ituri indique que les soldats congolais de l'opération *Shujaa* partagent le repas des soldats des UPDF auxquels ils ont également recours pour les soins médicaux[53].

Il est également important de noter que ces nouveaux déploiements en Ituri et au Nord-Kivu n'ont pas fait l'objet d'un accord préalable avec Kinshasa, mise devant le fait accompli[54]. Ce n'est que le 20 juin 2025 qu'un « *mémorandum d'entente révisé* » a entériné l'extension des zones d'intervention de l'opération, incluant maintenant l'ensemble de l'Ituri, une extension justifiée par la nécessité de lutter également contre d'autres groupes armés que les ADF[55].

---

[49] FORD Yale et KARR Liam, « Africa File Special Edition : Uganda in the DRC's M23 Conflict—Friend to All, Enemy to None », *Critical Threats*, 30 avril 2025.

[50] Entretien avec un responsable des services de sécurité à Bunia le 27 juillet 2025.

[51] Le diagnostic est sans appel : à chaque déploiement militaire des UPDF, l'on voit des colonnes importantes de blindés, de véhicules de transport de troupes et de jeeps, alors que les militaires congolais se déplacent parfois en camions civils.

[52] LUGANYWA Bienfait, « Ituri : 'Les militaires au front ne mangent que pendant 15 jours' (Général Johnny Luboya) », *7sur7.cd*, 2 juin 2025.

[53] Entretien avec un député national originaire de l'Ituri durant un vol entre Kisangani et Bunia, le 3 août 2025.

[54] *Ibid*., p. 59.

[55] « La RDC et l'Ouganda renforcent leur coopération militaire contre les groupes armés », *Radio Okapi,* 21 juin 2025 ; AGASARO Faustine, « General Muhoozi's DRC tour boosts bilateral ties », *MKU Magazine*, 23 juin 2025.

2.2. Les ADF, principale cible de l'opération Shujaa

Comme l'a réaffirmé l'accord du 20 juin, la justification majeure de l'opération *Shujaa* demeure la lutte contre les « *terroristes* » des ADF[56]. Ce mouvement a sensiblement augmenté sa capacité de nuisance contre l'Ouganda depuis 2016 lorsque, après l'arrestation de Jamil Mukulu, son leader depuis 1995, lui a succédé Mussa Baluku, favorable à une adhésion à l'organisation *État islamique*[57].

En 2018, Abu Bakr Al-Baghdadi, calife autoproclamé d'*État islamique* a pour la première fois fait allusion aux ADF, puis les a reconnues officiellement en 2019 comme la branche de son organisation dans la « *Province de l'Afrique centrale* » de RDC[58]. Cette allégeance leur a permis de bénéficier d'énormes financements entre 2019 et 2020 et de recruter des combattants, non seulement en Ouganda, mais aussi en Somalie, en Afrique du Sud et au Kenya[59].

Ces renforts ont permis aux ADF de frapper au cœur de la capitale ougandaise, à travers un double attentat ayant visé le commissariat central de Kampala et le parlement le 16 novembre 2021. Ces attaques ont fait quatre morts[60] et ont été revendiquées par *État islamique*, tandis que la police ougandaise a annoncé avoir abattu cinq combattants des ADF impliqués dans ces attaques et arrêté 21 suspects [61].

Bien que l'opération *Shujaa* ait été préparée depuis plusieurs mois[62], ces attentats en sol ougandais ont permis de justifier le lancement de l'intervention des UPDF contre les ADF en RDC deux semaines plus tard. Néanmoins, elle n'a pas empêché le groupe islamiste de commettre une série d'attaques dans l'ouest de l'Ouganda, notamment un important raid dans le district de Ntoroko, à la lisière de l'Ituri, provoquant le déplacement de 8 000 habitants en décembre 2022[63], le massacre de 44 personnes, dont 40 lycéens, à Pondwe le 16 juin 2023[64], et l'attaque sanglante d'un village dans le district de Kamwenge le 25 décembre 2023, faisant 10 morts[65]. En revanche, nulle attaque ne semble avoir été perpétrée sur le sol ougandais depuis la Noël 2023. Ceci a peut-être incité le président Museveni, lors de ses vœux à la Nation le 31 décembre 2024, à affirmer que « *en l'espace*

---

[56] MUAMBA Clément, « RDC-Ouganda : ce qu'il faut retenir du nouveau mémorandum d'entente sur les opérations conjointes Shujaa contre "les terroristes" ADF-MTM », *Actualité.cd*, 21 juin 2025.

[57] CANLAND Tara et al., « L'État islamique en RDC », *The George Washington University*, mars 2021.

[58] *Ibid*.

[59] « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », *Conseil de sécurité Nations Unies*, S/2023/431, 13 juin 2023, p. 10-11.

[60] « Ouganda : la peur et la colère des habitants de Kampala après les attentats de mardi », *RFI*, 18 novembre 2021.

[61] « Ouganda : une vingtaine d'arrestations après le double attentat de Kampala », *RFI*, 19 novembre 2021.

[62] AFP, « RDC : discussions entre armée congolaise et ougandaise sur les ADF », *Africa Radio*, 25 mai 2021.

[63] ASHABA Alex, « Seven suspected ADF rebels captured in Ntoroko », *Monitor*, 28 décembre 2022.

[64] RAS Isel, « L'attaque terroriste d'une école souligne les lacunes sécuritaires en Ouganda », *ISS Today*, 4 juillet 2023.

[65] « Ouganda : après une nouvelle attaque des ADF, la population critique les autorités », *RFI*, 28 décembre 2023.

de quelques mois, tout le groupe a été détruit, y compris l'élimination de leur chef, Kamusu »[66].

L'avenir dira si cette évaluation ultra-optimiste se confirmera sur le territoire ougandais. Mais elle ne reflète nullement la situation en RDC où le bilan de l'opération *Shujaa*, près de quatre ans après son lancement, apparaît extrêmement mitigé. Plusieurs commandants de ce groupe ont bien été tués, comme Mussa Kamusu, agent de liaison avec le Mozambique[67], plusieurs bastions situés à proximité de la frontière ougandaise ont bien été détruits, des centaines de femmes et enfants capturés par les ADF ont été libérés et certaines régions, comme les environs de Beni, ont retrouvé une sécurité relative[68].

Cependant, le principal chef des ADF, Mussa Baluku, est toujours en liberté et le groupe conserve tout son pouvoir de nuisance. En Ituri et dans le Grand Nord, il aurait été la cause de plus de 200 morts en janvier et de plus de 120 en juillet 2025, dont le massacre perpétré dans l'église de Komanda en Irumu[69]. Au début septembre, à l'occasion de deux attaques simultanées dans le territoire de Lubero, les ADF ont massacré près d'une centaine de civils, dont au moins 71 lors de funérailles se tenant dans le village de Ntoyo[70]. Sur le plan géographique, après avoir commencé à infester le territoire de Mambasa, elles auraient tenté de s'établir dans le territoire Bafwasende dans la province voisine de la Tshopo, toujours plus loin de l'Ouganda[71], et se rapprocheraient à la fois du Haut-Uélé et de Djugu[72].

---

[66] « 'Tout le groupe ADF a été détruit en l'espace de quelques mois' en Ouganda, a affirmé le président Museveni », *RFI* ,1er janvier 2025.

[67] KOMBI Yassin, « RDC-ADF : mort confirmée du chef ADF Mussa Kamusi, chargé de liaison avec le groupe terroriste Al Sunnah de Mozambique », *Actualite.cd*, 28 décembre 2023.

[68] « Uganda's DRC mission under scrutiny amid claims of double dealing », *RFI*, 6 décembre 2024.

[69] « RD Congo : Un groupe armé massacre des dizaines de personnes dans une église », *Human Rights Watch*, 6 août 2025.

[70] DUNOGUIEZ Florian, « "Ils ont tué presque toutes les personnes rassemblées" : nouveau massacre glaçant en RDC », *Aleteia*, 10 septembre 2025.

[71] « Uganda's DRC mission under scrutiny amid claims of double dealing », *RFI*, *loc. cit.*

[72] Selon un des responsables de la société civile de Mambasa avec lequel nous nous sommes entretenus le 21 août 2025, après le bombardement de la base des ADF dans la forêt de Lolwa, leurs combattants auraient pris fuite vers la forêt de Babila Karo, sur l'axe Nduye. Cette zone se trouve presque au carrefour des territoires de Mambasa et Djugu en Ituri et de Watsa dans le Haut-Uélé.

2.3. Les nouvelles cibles de *Shujaa*

Comme cela a été confirmé par le mémorandum entre les UPDF et les FARDC du 20 juin 2025, l'opération *Shujaa* a inclus dans la liste de ses adversaires des groupes armés congolais. À peine l'accord signé, le général Muhoozi Kainerugaba, chef d'état-major ougandais et fils du président, a lancé un ultimatum aux *Wazalendo* (« *patriotes* » en swahili) leur intimant l'ordre de se rendre. Force hétéroclite composée de groupes armés aux commandements parallèles, les *Wazalendo* ont été intégrés comme « *réservistes* » en 2023 dans les FARDC afin de combattre le M23[73]. De la parole, le chef des UPDF est passé aux actes dès le 26 juin quand les UPDF, secondées par les FARDC, ont attaqué un groupe *wazalendo* dans le territoire de Lubero[74]. Cette offensive a permis la reprise de la colline de Muhola, bastion de ce groupe, et d'autres localités environnantes, le 4 juillet 2025[75]. Cette brusque mutation des « *volontaires pour la défense de la patrie* » (VDP), armés et sommairement formés par les FARDC pour faire face au M23, en « *forces négatives* », mutation voulue par Kampala mais avalisée par Kinshasa, n'est pas sans poser question sur l'autonomie de la RDC en matière de lutte contre les groupes armés. Bien que la décision du président Tshisekedi d'intégrer des groupes Maï-Maï et autres dans son système de défense face au M23 soit hautement contestable, la manière dont cette alliance est en train de s'effondrer rendra leur démobilisation et leur désarmement encore plus problématiques, et ce alors que le M23 consolide son emprise dans les territoires qu'il occupe.

Outre la nébuleuse des *Wazalendo*, l'autre cible des forces armées ougandaises est la CODECO, cette milice lendu basée dans le territoire de Djugu en Ituri[76], où les UPDF se sont déployées en mars 2025, ce qui a occasionné de violents affrontements entre les deux parties[77]. Le mois suivant, des leaders de la CODECO ont été reçus par Muhoozi et d'autres officiers des UPDF et auraient exprimé des regrets pour les affrontements des semaines précédentes[78]. Cependant, en mai, la CODECO a tendu une embuscade à une patrouille de l'armée ougandaise près de Bule à Djugu, faisant au moins six morts, dont des soldats des UPDF[79].

---

[73] « RDC-Ouganda : Muhoozi promet de traquer les Wazalendo, qualifiés de 'force négative' », *Actualite.cd*, 22 juin 2025.

[74] BOTELA Cédric, « Lubero en feu : la coalition FARDC-UPDF attaque les wazalendo après l'ultimatum de Muhoozi », *CongoQuotidien.com*, 27 juin 2025.

[75] « Lubero : la coalition FARDC-UPDF déloge un groupe Maï-Maï de la colline Muhola », *Radio Okapi,* 5 juillet 2025.

[76] AGENONGA CHOBER Adolphe et BERGHEZAN Georges, « La Codeco, au cœur de l'insécurité en Ituri », *Groupe de Recherche International pour la Paix et la sécurité*, n° 3, 2 juin 2021.

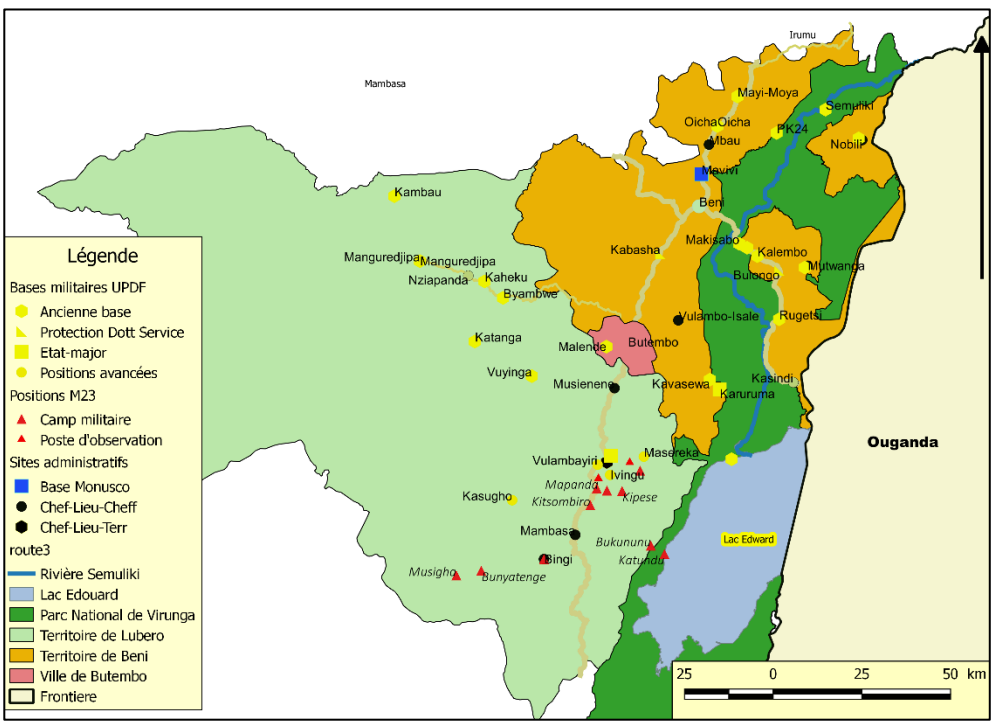
[77] « Nouveaux affrontements entre l'armée ougandaise et la milice CODECO en Ituri », *Radio Okapi,* 22 mars 2025.

[78] « CDF Gen Muhoozi Meets CODECO Leaders, Urges Cooperation for Peace in Eastern DR Congo », *SoftPower News,* 23 avril 2025.

[79] « Attaque meurtrière de la CODECO contre un convoi de l'UPDF à Djugu : au moins 6 morts », *Radio Okapi,* 19 mai 2025.

En outre, le 25 juillet 2025, l'armée ougandaise a lancé l'opération dénommée *Mlinzi Wa Wanyonge* (« *Protection des vulnérables* » en swahili) à Djugu au cours de laquelle elle a revendiqué la prise de contrôle d'un bastion stratégique de la CODECO[80]. Les « *vulnérables* » que l'Ouganda entend protéger ne sont autres que des communautés victimes des attaques de la CODECO, parmi lesquelles les Hema, peuplade vivant également en Ouganda, ce qui suscite une hostilité d'une partie de la communauté lendu vis-à-vis des UPDF. À ce stade, il est difficile d'estimer dans quelle mesure l'opération *Mlinzi Wa Wanyonge* a été décidée en concertation avec les FARDC car peu de collaboration existe entre les deux forces à Djugu[81].

Carte 1. Les bases militaires UPDF au Grand Nord

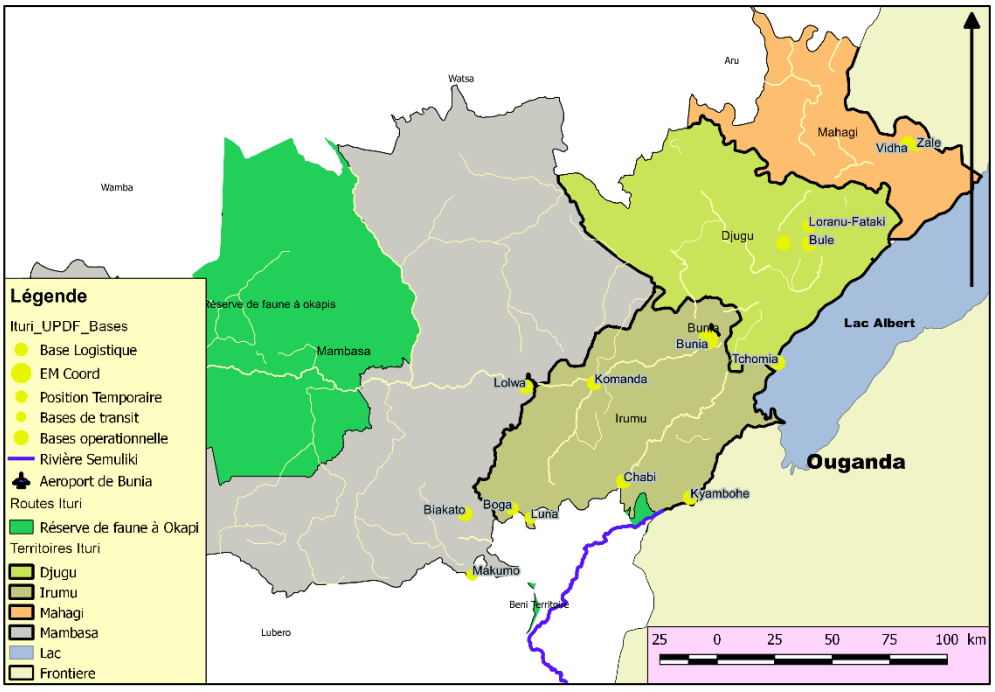


Source : Gentil Kombi© pour le GRIP, 2025

[80] MASTAKI Fred, « Opération Mlinzi wa Wanyonge en Ituri : Un bastion de la milice CODECO passe sous contrôle de l'UPDF », *Grands Lacs News*, 27 juillet 2025.

[81] Les UPDF mènent des patrouilles pédestres et motorisées sans associer les FARDC aussi bien à Djugu-centre qu'à Bule. Entretien téléphonique avec un agent de sécurité de Djugu le 20 septembre 2025.

Carte 2. Les bases militaires UPDF en Ituri



Source : Gentil Kombi© pour le GRIP, 2025

Encadré 1

Cartographie des déploiements des UPDF dans le Grand Nord et en Ituri

Les deux cartes ci-contre indiquent respectivement les positions actuelles des UPDF dans le Grand Nord et en Ituri.

Dans le Grand Nord, les UPDF ont implanté deux grandes bases logistiques : l'une à Beni (axe Kasindi-Karururа) et l'autre à Lubero-centre.

Dans le territoire de Beni, deux bases (Kabasha et Bulongo) sont destinées à la sécurité des entrepôts de la société Dott Services (voir chapitre suivant). De nombreuses bases opérationnelles ont été installées à la fois pour combattre les ADF et empêcher leurs incursions sur le sol ougandais, notamment à Nobili, Mutwanga, Mayi-Moya, Oicha, Rugetsi, Mbau-Kamango.

Dans le territoire de Lubero, il existe également des positions pour combattre les ADF à Kambau, Mangurejipa, Kaheku, Kalanda, Malende, Vuyinga, mais aussi pour contrer l'avancée du M23. C'est ce qui pourrait expliquer l'implantation d'une grande base

logistique à Lubero-centre et une position avancée à Kasugho où se trouve également la ligne de front contre le M23.

En Ituri, la carte montre les bases et positions que les UPDF ont installées dans quatre des cinq territoires qui constituent la province, en plus de la ville de Bunia. Parmi celles-ci, on compte trois grandes bases dont deux pour la logistique (Fataki à Djugu et Boga à Irumu) et une pour la coordination des opérations à Bunia. Les bases de Bunia et Fataki ont été installées entre février et mars 2025.

En outre, les UPDF disposent de trois bases de transit en Ituri, dont deux installées en mars 2025 dans le territoire de Mahagi (Vidha et Zale) et une à Kyambohe sur la rivière Semuliki dans le territoire d'Irumu.

A partir de ces grandes bases, des positions opérationnelles sont détachées dans les zones menacées par la CODECO dans le territoire de Djugu, notamment à Bule, Djugu-centre et Sabe, ainsi que dans des zones en proie aux attaques des ADF en territoires d'Irumu (Tchabi, Komanda, Luna) et de Mambasa (Lolwa, Biakato et Makumo).

3. LA FACE CACHÉE DE L'OPÉRATION SHUJAA

Au-delà de la lutte contre les ADF, mise en exergue à la fois par les autorités de Kampala et de Kinshasa, le déploiement des UPDF en RDC ne peut être compris qu'en tenant compte des motivations à la fois sécuritaires et économiques de l'Ouganda, ces deux aspects étant souvent inextricablement liés.

Pour cette partie de l'est de la RDC, en particulier le Grand Nord et l'Ituri, l'Ouganda constitue la principale fenêtre vers le monde extérieur, alors que Kinshasa se trouve à près de 2 000 km de là et n'est pratiquement accessible que par la voie aérienne. À partir de l'Ouganda ou via l'Ouganda provient la majorité des produits de première nécessité, carburant et autres biens manufacturés importés dans cette région. Cette dépendance est encore accrue par le déclin du secteur industriel congolais dont la production est largement en deçà de la demande. L'Ouganda devient, de ce fait, une alternative, ce qui entraîne un afflux de produits manufacturés et alimentaires de ce pays.

Dans l'autre sens, c'est vers l'Ouganda qu'est exportée la plus grande partie des productions locales, café, cacao, bois ou or. Dans les zones frontalières des territoires d'Aru, Mahagi et Djugu de l'Ituri, le franc congolais est presque méconnu, la monnaie courante étant le shilling ougandais. Cette influence ougandaise, avec les flux commerciaux qui en résultent, est perceptible, jusqu'à la ville de Kisangani, dans la nouvelle province de Tshopo, que l'on peut rejoindre par la route depuis Kampala, mais seulement par voie aérienne ou fluviale à partir de Kinshasa.

3.1. Un commerce déséquilibré et souvent frauduleux entre la RDC et l'Ouganda

Cependant, l'économie congolaise ne profite guère de ses exportations vers l'Ouganda, effectuées en grande partie frauduleusement. Il en va ainsi avec le bois, alimentant le marché local de la construction, et le charbon de bois, couvrant une partie des besoins ougandais en énergie, mais entraînant une aggravation de la déforestation au Nord-Kivu et en Ituri[82]. Plus de 90 % des troncs exportés vers ou via l'Ouganda n'auraient pas de permis d'exploitation forestière[83]. Il en va de même avec le cacao, particulièrement prisé alors que son cours sur le marché mondial atteint des sommets depuis 2024. Ceci a entraîné de nombreuses attaques contre les cultivateurs congolais, dont les champs sont pillés au

[82] TALI Joël et TENYWA Gérald, « Bois du Congo-Ouganda : un commerce alimenté par des irrégularités », *Green Afia*, 2 juillet 2025.

[83] KISAKYE Frank, « How Congo's timber is smuggled through Uganda », *The Observer*, 10 avril 2024.

moment des récoltes par les ADF ou d'autres acteurs armés[84]. Ainsi, de source officielle, près de 35 000 tonnes de cacao auraient été exportées frauduleusement d'Ituri vers l'Ouganda durant les huit premiers mois de 2025[85]. Selon un analyste congolais, au moins 85 % du cacao qu'exporte l'Ouganda serait originaire de RDC[86].

Le même schéma se reproduit avec le café, cultivé dans le Grand Nord et en Ituri et exporté essentiellement en Ouganda[87]. Selon l'*Office national des produits agricoles du Congo* (ONAPAC), près de 80 % de la production iturienne échapperait au circuit légal d'exportation[88]. Enfin, l'or d'Ituri prend, dans sa quasi-totalité, le chemin de l'Ouganda. Alors que les mines sont, pour la plupart, sous le contrôle de groupes armés, principalement la CODECO et le groupe *Zaïre*, le métal jaune congolais est raffiné en Ouganda[89], puis exporté surtout aux Émirats arabes unis[90]. Il n'est dès lors pas étonnant que l'or suivi du café soient les deux principales recettes d'exportation de l'Ouganda, en constante progression[91]. À lui seul, l'or représentait, en 2023, 37 % des exportations ougandaises, soit 2,7 milliards USD[92]. Et, durant les cinq premiers mois de 2025, il a encore renforcé son rôle dominant en rapportant 1,91 milliard USD à l'économie du pays[93].

Si sont évidents l'intérêt et la responsabilité de l'Ouganda, qui camoufle la provenance de produits congolais en les mélangeant avec la production locale avant de les réexporter, cette situation ne prendrait pas une telle ampleur sans la faiblesse de l'État dans l'est de la RDC. Elle s'accompagne de la corruption des services congolais de contrôle des frontières, de nombreux hommes d'affaires et de certains hommes politiques, facilitateurs et bénéficiaires de l'exploitation et du commerce de ces ressources[94]. De plus, les taxes

---

[84] AGENONGA CHOBER Adolphe, « Est de la RDC : inflation des prix du cacao, émergence des réseaux de contrebande et de criminalité », *Groupe de Recherche International pour la Paix et la sécurité*, N° 1, 7 mars 2025.

[85] « 35 000 tonnes de cacao exportées frauduleusement vers l'Ouganda depuis le début de 2025 (ministère) », *Radio Okapi*, 8 septembre 2025.

[86] MAPENZI Pascal, « L'Ouganda profite de la contrebande de cacao congolais », *Deutsche Welle*, 27 mars 2025.

[87] TITECA Kristof et SALVAGGIO Giovanni, « Understanding Uganda's (ambiguous) actions in Eastern DRC : Military interventions to protect roads and trade? », *Egmont Paper – Royal Institute for International Relations*, juin 2025.

[88] « 80 % du café produit en Ituri échappe au circuit normal d'exportation (ONAPAC) », *Radio Okapi*, 25 novembre 2024.

[89] « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », *Conseil de sécurité Nations Unies*, S/2025/446, 3 juillet 2025, p. 158-168.

[90] « Uganda Exports of gold, unwrought or in semi-manufactured forms, or in powder form to United Arab Emirates », *Trading Economics*, consulté le 31 juillet 2025 ; MAGAMBO E.J., UAE becomes Uganda's top export market, driven by gold boom, *O-J Uganda*, 14 avril 2025.

[91] « Uganda », *Observatory of Economic Complexity*, consulté le 31 juillet 2025 ; « Uganda Gold Production », *CEIC Data*, consulté le 31 juillet 2025 ; ASSOCLE Stéphane « Café : les recettes d'exportation de l'Ouganda ont doublé à 2,2 milliards $ en 2024/2025 », *Agence Ecofin*, 29 juillet 2025.

[92] TITECA Kristof et SALVAGGIO Giovanni, *loc. cit.*

[93] MUHAME Giles, « Uganda Earns Over $2bn from Gold Exports in First Five Months of 2025 », *Chimpreports*, 23 juillet 2025.

[94] « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », *loc. cit.*

élevées et les prix trop bas imposés pour le rachat de leurs produits aux cultivateurs encouragent certains d'entre eux à vendre leurs récoltes à des commerçants venus de l'autre côté de la frontière[95]. Ainsi, les comptoirs congolais, peu nombreux, seraient mal approvisionnés en minerais à cause de la concurrence ougandaise[96]. L'Ouganda profite donc de manière déséquilibrée des ressources agricoles et minérales du Congo, au détriment de la population congolaise et de son État.

Par ailleurs, pour les exportations ougandaises, qui représenteraient 85 % du commerce bilatéral officiel[97], avec donc un important déficit en défaveur de la RDC[98], les millions de Congolais de l'Est constituent un important marché, encore plus accessible depuis l'adhésion de la RDC le 29 mars 2022 à l'*East African Community*, dont l'Ouganda est un des membres fondateurs. Mais le développement de ces relations commerciales est menacé par l'insécurité, dont les ADF représentent une des causes majeures, bien que loin d'être la seule. C'est donc avec l'objectif d'éradiquer les ADF que l'opération *Shujaa* a débuté à la fin du mois de novembre 2021. Il est vrai que ce groupe, d'origine ougandaise, mais essentiellement actif sur le sol congolais depuis des décennies, venait, dans les mois précédant le déclenchement de l'opération, de commettre plusieurs attentats en Ouganda, revendiqués sous son nom ou celui de la « *multinationale* » *État islamique* à laquelle il a adhéré en 2017[99].

3.2. Un réseau routier connectant la RDC et l'Ouganda

Un autre problème, en plus de l'insécurité, entravant les relations commerciales entre les deux pays est l'état désastreux des infrastructures routières du côté congolais de la frontière. Un porte-parole des UPDF a crûment résumé la situation en déclarant que, l'est de la RDC étant « *le marché de l'Ouganda* », il importait d'y construire des « *artères du business* »[100]. Aussi, en novembre 2019, à l'occasion de sa première visite en Ouganda après son élection, le président Tshisekedi a surtout discuté avec son homologue ougandais, Yoweri Museveni, du développement des « *infrastructures transfrontalières* », en particulier la réhabilitation de divers tronçons routiers reliant les deux pays, et fort peu, voire pas du tout, des problèmes sécuritaires[101].

Et le 16 juin 2021, les deux présidents ont officiellement inauguré les chantiers routiers confiés à une société ougandaise, *Dott Services Limited*, en partenariat avec les États

---

[95] AGENONGA CHOBER Adolphe, *loc. cit.*

[96] Il n'y aurait que trois comptoirs achetant de l'or à Bunia, souffrant d'un manque de ravitaillement en minerais. Entretien téléphonique avec un responsable de l'Inspection générale des mines d'Ituri le 17 septembre 2025.

[97] « Transporters to pay user fees on Uganda funded Congo roads », *The Independent*, 3 février 2021.

[98] Un déficit commercial qui s'élèverait à 53 millions USD en 2024 pour la RDC selon l'ambassadeur ougandais à Kinshasa. Voir TITECA Kristof et SALVAGGIO Giovanni, *loc. cit.*

[99] « Country Reports on Terrorism 2021 : Uganda », *U.S. Department of State*, consulté le 31 juillet 2025.

[100] « Quel rôle joue l'Ouganda dans le conflit en RDC ? », *TV5 Monde AFP*, 19 mars 2025.

[101] « Félix Tshisekedi reçu en grande pompe par Yoweri Museveni à Entebbe », *RFI*, 10 novembre 2019.

ougandais et congolais. Les routes à réhabiliter relient la frontière ougandaise — et au-delà, jusqu'aux ports de l'océan Indien — aux principales villes du Nord-Kivu, Goma, Beni et Butembo, et à Bunia, chef-lieu de l'Ituri[102]. Le montant du contrat a été initialement estimé, pour 223 kilomètres de routes, à 335 millions USD, dont 20 % à charge de chacun des deux États et 60 % à charge de *Dott Services*[103]. Curieusement, cette somme correspond presque exactement au montant des réparations dû par l'Ouganda à la RDC pour ses pillages durant la Seconde guerre du Congo, ce qui a fait naître diverses spéculations[104]. D'autre part, le choix de *Dott Services* a été critiqué en Ouganda à cause de la médiocre qualité des travaux qu'elle a exécutés dans le pays et de sa proximité avec des milieux politiques, voire avec la famille du président[105]. En outre, cette société, dédiée aux travaux d'infrastructure, a également pris récemment des intérêts dans des sites miniers en Ituri et au Maniema, des régions riches en or ainsi qu'en coltan et cassitérite, d'où sont extraits le tantale et l'étain, soit deux des très lucratifs « *3T* » indispensables à l'industrie électronique et automobile[106]. Enfin, il était prévu qu'un péage soit instauré sur les routes reconstruites, ce qui devrait procurer à *Dott Services* un « *retour sur investissement »* supplémentaire[107].

Malgré leur inauguration en juin, les travaux n'ont en réalité débuté que le 3 décembre 2021, soit quelques jours après le début de l'opération *Shujaa*. Mais ce n'est que le 9 décembre que Kinshasa et Kampala ont signé un accord autorisant des opérations communes des FARDC et des UPDF sur le sol congolais, officiellement pour lutter contre leurs « *ennemis communs* », particulièrement les ADF[108]. Cet accord faisait suite à un autre accord, jamais publié et signé en deux mois auparavant par les chefs d'état-major des deux armées, prévoyant les modalités de la présence militaire ougandaise en RDC et des « *opérations ciblées concertées pour les travaux d'infrastructure* »[109] (voir encadré ci-dessous). Un des principaux objectifs de l'opération *Shujaa* est donc bel et bien de protéger les chantiers congolais de *Dott Services*.

Ces travaux ont été bien entendu perturbés par l'entrée en scène du M23 et de la RDF, qui se sont emparés, en juin 2022, de Bunagana, localité reliant la frontière ougando-congolaise à Goma, sans opposition des UPDF[110]. Partiellement suspendus, les travaux semblent avoir

---

[102] « L'Ouganda et la RDC lancent les travaux de construction de 3 routes transfrontalières d'un linéaire total de 223 km », *Agence Ecofin*, 17 juin 2021.

[103] « Transporters to pay user fees on Uganda funded Congo roads », *loc. cit.*

[104] « RDC : des routes construites grâce aux impôts des Ougandais », *Deutsche Welle*, 11 septembre 2023.

[105] « Uganda's Operation Shujaa in the DRC : Fighting the ADF or Securing Economic Interests? », *Congo Research Group & Ebuteli,* juin 2022, p. 6.

[106] *Ibid*, p. 8 ; SCHLINDWEIN Simone, « Congo and Uganda : Will new roads serve as war compensation? », *Deutsche Welle*, 9 mars 2023.

[107] « Transporters to pay user fees on Uganda funded Congo roads », *loc. cit.*

[108] « La RDC signe un accord de coopération militaire avec l'Ouganda », *Actualité.cd*, 9 décembre 2021.

[109] « Uganda's Operation Shujaa in the DRC : Fighting the ADF or Securing Economic Interests? », *loc. cit.,* p. 6.

[110] SABITI Djaffar et BUJAKERA Stanis, « Congo rebels seize eastern border town, army blames Rwanda », *Reuters*, 13 juin 2022.

repris en avril 2025, du moins pour les tronçons Kasindi-Beni-Butembo, où l'asphaltage devrait débuter en janvier 2026, selon un communiqué de *Dott Services*[111].

3.3. Des puits de pétrole à sécuriser

Mais la construction de routes n'est pas le seul enjeu économique expliquant le déploiement de troupes ougandaises en RDC. En effet, en 2006, a été confirmée la présence d'importants gisements de pétrole sous le lac Albert, partagé entre l'Ouganda et la RDC. Uniquement dans la partie ougandaise du lac, au moins 1,5 milliard de barils de pétrole exploitable y ont été détectés[112]. En février 2022, au bout de longues négociations, les sociétés *TotalEnergies* et *China National Offshore Oil Corporation* (CNOOC) ont conclu un accord d'une valeur de plus de 10 milliards USD avec l'Ouganda et la Tanzanie pour entamer l'exploitation de cette manne pétrolière, et la construction d'un pipe-line aboutissant au port tanzanien de Tanga[113]. En y ajoutant le coût de la construction d'une raffinerie, l'investissement a été réévalué à un montant d'environ 20 milliards en 2024[114]. À lui seul, l'oléoduc — d'une longueur de 1 443 kilomètres et dénommé *East Africa Crude Oil Pipeline* (EACOP) — coûterait au moins 4 milliards USD et devrait être le plus long pipe-line de pétrole brut chauffé du monde[115]. Bien que le projet doive, selon les autorités, créer près de 160 000 emplois en Ouganda, il a été fortement critiqué pour ses impacts sociaux et environnementaux[116]. Par ailleurs, il est à noter que l'immense tuyauterie, aux trois-quarts sur le sol tanzanien, évite non seulement le Rwanda, mais aussi le Kenya, pourtant la voie la plus courte entre le lac Albert et l'océan Indien[117].

Si la RDC n'est pas directement concernée par ce projet, des groupes armés actifs en Ituri pourraient sérieusement le menacer, voire le paralyser, comme c'est le cas depuis 2021 à Cabo Delgado au Mozambique où l'activisme d'une filiale locale d'*État islamique* a réussi à suspendre toute exploitation de gaz, malgré l'intervention de troupes d'Afrique australe et du Rwanda[118]. Il ne fait guère de doute que *TotalEnergies*, au cœur du projet mozambicain,

---

[111] SIVULYAMWENGE Jackson, « Nord-Kivu : les travaux d'asphaltage des axes Kasindi-Beni et Beni-Butembo démarrent dès janvier 2026 », *La voix de l'UCG*, 15 juillet 2025.

[112] SZYMCZACK Pat Davis, « TotalEnergies, CNOOC on Target for First Oil at Uganda's Lake Albert Project in 2025 », *Journal of Petroleum Technology*, 26 août 2024.

[113] BIRYABAREMA Elias, « TotalEnergies, CNOOC make final decision on $10 bln Uganda, Tanzania oil project », *Reuters*, 1er février 2022.

[114] SZYMCZACK Pat Davis, *loc. cit*.

[115] « Details Revealed of World's Longest Heated Crude Oil Pipeline Using Hi-Tech Satellite Technology to Minimise Environmental Damage Threat », *Petroleum Authority of Uganda*, 27 novembre 2023.

[116] CARRINGTON Damian, « 'Monstrous' east African oil project will emit vast amounts of carbon, data shows », *The Guardian*, 27 octobre 2022 ; PEARCE Fred, « A Major Oil Pipeline Project Strikes Deep at the Heart of Africa », *Yale Environment 360*, 21 mai 2020.

[117] BINDA Aimé, « Dans l'ombre du M23, une "guerre secrète régionale des routes commerciales internationales, des corridors, chemins de fer et des voies de contrebande pour l'évacuation des minerais stratégiques congolais" », *Congovirtuel*, 27 février 2024.

[118] HAJBI Maher, « Mozambique : où en est le grand projet de TotalEnergies au Cabo Delgado ? Cinq questions pour comprendre les raisons du blocage », *Jeune Afrique*, 25 février 2025.

veut éviter toute répétition de ce scénario sur le lac Albert, alors que des groupes armés incontrôlés fleurissent sur sa rive congolaise.

3.4. Des militaires français en soutien aux UPDF… et à TotalEnergies

Il n'est donc pas surprenant que les UPDF se soient déployées, en juin 2025, sur la rive congolaise du lac, dans le village de Sabe, situé dans une région que n'a jamais atteinte l'adversaire « *officiel* » des ADF[119]. À quelques encablures de là se trouve le bastion de la *Convention pour la révolution populaire* (CRP) qui a lancé de violents assauts contre les FARDC depuis sa création en mars 2025[120]. Fondée par Thomas Lubanga, premier condamné de la Cour pénale internationale[121], la CRP est proche de la milice *Zaïre*, qui se veut un mouvement d'autodéfense des Hema et d'autres ethnies victimes des exactions de la CODECO. Mais, à la différence de *Zaïre*, la CRP a pour objectif de renverser le pouvoir de Kinshasa et n'hésite pas à mener des assauts contre les FARDC[122]. Outre Lubanga, on trouve parmi ses membres fondateurs des personnalités issues des communautés hema, bira, alur, lugbara et même lendu[123]. Néanmoins, la CRP semble avoir échoué à former le vaste front de groupes armés ituriens qu'elle prétendait représenter lors de sa fondation[124]. D'autre part, la facilité avec laquelle ce mouvement, fondé à Kampala, opère dans les zones sous contrôle des UPDF suggère fortement qu'elle est un *proxy* de l'Ouganda, créé pour écarter les groupes hostiles, voire les FARDC, de zones sensibles[125].

Même si la défense des Hema, peuple également présent en Ouganda, est régulièrement avancée pour justifier les récents déploiement des UPDF en Ituri[126], la protection des puits de pétrole du lac Albert semble être une raison majeure de la présence militaire ougandaise dans la région. La France parait partager une même préoccupation. En effet, depuis 2016, des unités des UPDF sont formées par des instructeurs français ainsi que, depuis 2021, des troupes congolaises participant à l'opération *Shujaa*[127]. Après la réélection contestée de Museveni en janvier 2021, le président Macron lui a d'ailleurs envoyé un chaleureux message de félicitation, où il s'engageait notamment à accélérer la construction de l'EACOP,

---

[119] « Ituri : des soldats ougandais déployés à Sabe pour renforcer la sécurité », *Radio Okapi*, 6 juin 2025.

[120] « Mouvement de panique à Tchomia après une attaque armée de la milice Zaïre/CRP à Sabe », *Radio Okapi*, 16 août 2025.

[121] Arrêté en 2006, condamné à 14 ans de prison en 2012 pour recrutement d'enfants soldats en 2002 et 2003, Lubanga a été libéré en 2020. L'année suivante, il a été mandaté, avec d'autres ex-chefs rebelles, par le président Tshisekedi pour une mission de paix en Ituri, mission qui n'a pas produit de résultats concrets.

[122] « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », *loc. cit.*, p. 133, annexe 60.

[123] « Ituri : Thomas Lubanga et ses alliés officialisent leur mouvement 'CRP' », *Victoireinfo.net*, 11 mars 2025.

[124] LOSINU Joël, « Ituri : des groupes armés locaux réfutent leur appartenance à la rébellion dirigée par Thomas Lubanga », *7sur7.cd*, 13 mars 2025.

[125] « Uganda's Role in the DRC's M23 Conflict », *Critical Threats*, 30 avril 2025.

[126] « UPDF deploys special forces in Bunia », *IGIHE* , 18 février 2025.

[127] « Uganda's Operation Shujaa in the DRC », *loc. cit.*, p. 11.

considérée comme une occasion majeure d'intensification du commerce entre les deux pays[128].

Avant de clore ce chapitre, il importe de signaler que, si l'exportation de brut ougandais devrait débuter en 2025[129], la vente des droits pour l'exploitation des blocs dans la partie congolaise du lac a échoué, ne trouvant aucun acquéreur, ce qui a forcé le gouvernement de Kinshasa à les attribuer à une société publique, la SONAHYDROC[130]. Il est probable que nombreux sont les investisseurs à avoir été dissuadés par l'insécurité et le chaos régnant en Ituri. Aucune date d'un début d'exploitation n'a encore été évoquée et nulle information sur les importants investissements nécessaires n'est disponible.

Confronté à une population particulièrement jeune et affectée par un fort taux de chômage, la croissance économique de l'Ouganda et, partant, la survie du régime dépendent fortement de ses débouchés en RDC et du boom pétrolier annoncé. Aussi, si Kampala profite grandement de la faiblesse de l'État congolais et du chaos régnant dans l'Est, il lui importe également de sécuriser ses investissements, notamment pétroliers, et d'y développer des voies de communication facilitant les relations commerciales avec son grand voisin.

Encadré 2

4e trimestre 2021, trois mois décisifs dans la genèse de Shujaa

- Octobre (date inconnue) : accord secret entre les chefs d'état-major des FARDC et des UPDF concernant les modalités du déploiement ougandais, en particulier pour protéger les travaux d'infrastructure.
- 7 novembre : 1re attaque du M23 contre les FARDC depuis 2013
- 16 novembre : double attentat à Kampala contre la police et les UPDF attribué aux ADF
- 30 novembre : début de l'opération *Shujaa*
- 3 décembre : début des travaux routiers en RDC par *Dott Services*
- 9 décembre : accord de coopération militaire signé par les ministres de la Défense congolais et ougandais

[128] ASIIMWE George, « France's Macron Writes to Museveni on Oil Pipeline, Inauguration », *Chimpreports.com*, 30 avril 2021.

[129] SYMCZAK Pat Davis, *loc. cit.*

[130] « RDC : les droits pétroliers pour les blocs 1 et 2 du Graben Albertine désormais attribués à SONAHYDROC », *DeskEco*, 14 avril 2025.

4. LES RELATIONS AMBIGÜES DE KAMPALA AVEC LA RDC ET LE TRIO RWANDA/M23/AFC

Si elle a déstabilisé le pouvoir de Kinshasa, la résurgence du M23 au Nord-Kivu en 2021 a également inquiété Kampala, qui se serait senti obligé de réagir par une démonstration de force, l'opération *Shujaa*. Il est également possible que le M23 ait été réactivé par Kigali en réaction à la présence militaire annoncée de Kampala sur le sol congolais. En effet, à ce moment, les relations entre le Rwanda et l'Ouganda connaissaient une crise ouverte, la frontière entre les deux pays étant fermée depuis février 2019 et Kigali accusant son voisin d'héberger des opposants armés à son régime.

La simultanéité entre la première attaque du M23 contre les FARDC le 7 novembre 2021 dans le territoire de Rutshuru au Nord-Kivu et le lancement de l'opération *Shujaa*, le 30 du même mois, dans le territoire de Beni de la même province, est en tout cas troublante, même si les combats menés par les UPDF ne visaient au départ que les bastions des ADF. Fin mars 2022, les troupes ougandaises ont pourtant aidé les FARDC à repousser le M23 quand il a attaqué la localité stratégique de Bunagana, à la frontière ougandaise et à quelques kilomètres de celle avec le Rwanda[131]. Cette attaque a néanmoins entraîné l'arrêt du chantier routier sur le tronçon menant à Goma, particulièrement mal vu par Kigali car il permettrait l'évitement du Rwanda pour les flux commerciaux entre la plus grande ville de l'est de la RDC et les ports de l'océan Indien. Cependant, moins de trois mois plus tard, le 12 juin, les UPDF autorisaient le M23 à traverser le territoire ougandais, à s'emparer de la localité[132] et à y installer une administration parallèle. Entre les deux raids du M23, la réconciliation rwando-ougandaise avait été scellée par une visite de Kagame à Kampala, mettant un terme à quatre ans de brouille[133].

Depuis, les relations entre le M23 et les autorités ougandaises n'ont cessé d'être plus étroites, bien qu'un soutien militaire direct n'ait pas encore été détecté et que Kampala continue à se déclarer neutre dans le conflit. Ainsi, en février 2025, Museveni réaffirmait que les UPDF n'étaient pas en RDC pour combattre le M23, mais seulement les ADF[134]. Cependant, les relations des autorités ougandaises avec le mouvement rebelle sont d'une neutralité bien particulière puisque, cinq mois plus tard, elles ont célébré avec des responsables du M23 la réouverture du poste frontalier de Bunagana, sans même consulter

[131] « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », *Conseil de sécurité Nations Unies*, S/2022/479, 14 juin 2022, annexes 29 et 30.

[132] « Rapport à mi-parcours du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », *Conseil de sécurité Nations Unies*, S/2022/967, 16 décembre 2022, p. 52, annexe 16.

[133] BLANSHE Musinguzi, « Can Museveni and Kagame's renewed bromance inspire regional peace? », *Al Jazeera*, 27 avril 2022

[134] ATAKUNDA Rogers, « Museveni : UPDF in Congo to Fight ADF & Protect Infrastructure Not Battle M23 », *SoftPower News*, 22 février 2025.

Kinshasa, dont la souveraineté sur cette zone était clairement ignorée par Kampala[135]. Si cela devrait permettre à la population de Goma de communiquer avec le monde extérieur sans nécessairement passer par le Rwanda, la réouverture de cette frontière assurera sans nul doute d'importantes ressources financières, notamment en taxes douanières, à la fois à l'Ouganda et au M23.

4.1. L'AFC, une carte ougandaise ?

Sur le plan plus directement politique, Kampala parait avoir joué un rôle déterminant dans la création de l'*Alliance du fleuve Congo* (AFC), vraisemblablement dans le but de diluer l'influence du M23 et du Rwanda dans une coalition politico-militaire d'opposition plus large, incorporant des éléments, comme le groupe *Zaïre*, sur lesquels il puisse compter[136]. Certes, le M23, grâce au soutien de Kigali, reste la principale composante de cette coalition. Mais, bien que condamné à mort par contumace en août 2024 par un tribunal militaire de Kinshasa, Corneille Nangaa, le coordonnateur de l'AFC, dispose d'une entière liberté d'action à Kampala, où il reçoit régulièrement d'autres opposants congolais[137]. C'est également à Kampala que réside Thomas Lubanga et qu'il a annoncé la création de sa CRP, soupçonnée d'être un proxy de l'Ouganda[138]. Bref, la « *neutralité* » proclamée de Kampala face à l'insurrection du M23 et d'autres groupes armés parait surtout destinée à éviter un conflit ouvert avec Kinshasa.

Un acteur clé dans le jeu complexe joué par l'Ouganda dans son positionnement face au Rwanda et au M23 n'est autre que Muhoozi Kainerugaba, fils de Yoweri Museveni et chef d'état-major des UPDF depuis mars 2024. Artisan majeur de la réconciliation avec le Rwanda en 2022, il épouse les mêmes thèses que Kigali face à la nécessité d'éliminer les *Forces démocratiques de libération du Rwanda* (FDLR), ce groupe armé fondé par des génocidaires rwandais, actif au Nord-Kivu, qui sera, selon lui, la prochaine cible des UPDF après la liquidation des ADF[139]. Particulièrement actif sur les réseaux sociaux, il *tweete* que le président Kagame est son « *oncle* » et le M23 « *nos frères… luttant pour les droits des Tutsi en RDC* »[140].

Cependant, la position radicale de Muhoozi ne semble pas faire l'unanimité à Kampala, ni parmi des officiers influents des UPDF[141], ni au sein du parti au pouvoir, l'inamovible *National Resistance Movement* (NRM). Déjà en 2022, des responsables gouvernementaux

---

[135] AMADOU Nafissa, « L'Ouganda rouvre sa frontière avec Bunagana en RDC », *Deutsche Welle*, 11 juillet 2025.

[136] TITECA Kristof, « Dans l'est de la RD Congo, le trouble jeu de l'Ouganda », *Afrique XXI*, 27 mai 2024.

[137] « Joseph Kabila's curious excursion to Kampala », *Africa Intelligence*, 18 mars 2025 ; « Franck Diongo après sa rencontre avec l'AFC/M23 : 'je suis dans une démarche de sauver le pays … je rencontre qui je veux' », *Actualite.cd*, 31 mars 2025.

[138] CHANSON Romain, « 10 choses à savoir sur Thomas Lubanga, l'éternel rebelle congolais », *Jeune Afrique*, 3 avril 2025.

[139] TITECA Kristof, *loc. cit.*

[140] « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », *Conseil de sécurité Nations Unies*, S/2025/446, 3 juillet 2025, annexe 33.

[141] TITECA Kristof et SALVAGGIO Giovanni, *loc. cit.*

se sont sentis obligés de réaffirmer qu'ils ne soutenaient « *pas du tout* » le M23 et que les relations avec Kinshasa demeuraient « *très fortes* »[142]. En janvier 2025, en réaction à une convocation du Parlement qui voulait qu'il s'explique sur ses déclarations incendiaires sur les réseaux sociaux, Muhoozi a non seulement refusé de se présenter, mais menacé d'en arrêter tous les membres qu'il a qualifiés de « *clowns parlementaires* »[143]. Par ailleurs, alors qu'il se posait en 2023 comme candidat à la succession de son père[144], son comportement délibérément provocateur pourrait avoir contribué à la décision de Museveni de briguer à nouveau, à 81 ans, les suffrages des électeurs au vote présidentiel prévu en 2026. La nomination du fils à la tête des UPDF en 2024 pourrait dès lors être vue comme un substantiel « *lot de consolation* » devant le faire patienter pendant encore quelques années avant de prendre les rênes du pouvoir à Kampala.

S'il manifeste souvent sa sympathie pour le M23, Muhoozi est pourtant bien conscient des intérêts stratégiques propres à son pays. En mars 2025, alors que l'on craignait que le M23 poursuive son offensive vers le Grand Nord et même jusqu'à Kisangani, il a menacé de s'emparer lui-même de cette ville[145], rappelant de sinistres souvenirs à la population de cette ville, marquée de sanglants combats entre armées ougandaise et rwandaise entre 1999 et 2001. Si le monde politique, à Kampala comme à Kinshasa, a préféré ne pas réagir à cette nouvelle provocation, les UPDF semblent avoir convaincu le M23, après de discrètes négociations, de renoncer d'aller de l'avant. Quant à Muhoozi, il dit avoir pris la décision « *extrêmement douloureuse* » de ne pas s'emparer de Kisangani après en avoir reçu l'ordre de son « héros » Trump et son « super père » (*great father*) Museveni[146]. Encore plus récemment, il s'est élevé contre la « *déclaration de principes* » signée à Doha en juillet 2025 par Kinshasa et le M23, car elle ne tiendrait pas compte des « *voisins de la RDC* », l'Ouganda étant bien entendu le premier d'entre eux[147]. Ces déclarations sont en tout cas révélatrices de la relation ambigüe et complexe unissant Kampala au duo M23-Kigali.

4.2. Rwanda-Ouganda : la frontière traverserait le Nord-Kivu

Si le fils du président exaspère certains cercles du pouvoir à Kampala, aucun ne paraît remettre en question le bien-fondé et la stratégie du déploiement en RDC. La prise de Goma et Bukavu par le Rwanda et le M23 au début de 2025 a été immédiatement suivie d'un important renforcement des UPDF, dont un millier d'hommes uniquement dans le sud du territoire de Lubero, afin de dissuader le M23 de progresser vers le nord[148]. Cependant

---

[142] AINE Kim, « Gen Muhoozi Backs M23 Rebels ; DRC Mobilises Warplanes », *Chimpreports.com*, 6 novembre 2022.

[143] AINE Kim, « Gen Muhoozi Defies Parliament Summons », *Chimpreports.com*, 17 janvier 2025.

[144] « Son of long-serving Museveni to run for Uganda presidency in 2026 », *Al Jazeera*, 16 mars 2023.

[145] « Congo general condemns Ugandan military chief's threats », *Monitor*, 29 mars 2025.

[146] « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », *loc. cit.*, p. 60, annexe 33.

[147] « Gen Muhoozi Backs M23 Rebels ; DRC Mobilises Warplanes », *loc. cit.*

[148] « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », *loc. cit.*, p. 58.

aucun coup de feu n'a troublé le face-à-face entre les deux camps. Cette localité, au sud du Grand Nord, marque le début de la traditionnelle zone d'influence ougandaise, alors que le reste du Nord-Kivu (Petit Nord), à l'exception des zones du territoire de Rutshuru frontalières de l'Ouganda, dépend beaucoup plus fortement du Rwanda. Le général Muhoozi l'a clairement fait savoir en déclarant que la « *sphère d'influence* » ougandaise incluait « *l'entièreté de la frontière de la RDC avec l'Ouganda* » et la région « *au nord de Lubero* » et que « *rien ne se passera là-bas sans notre permission* » [149].

La ligne de partage entre sphères ougandaise et rwandaise est maintenant figée autour de la cité de Lubero, alors que le M23 est confronté au harcèlement des *Wazalendo* sur ses autres fronts du Petit Nord et du Sud-Kivu. Ce partage évoque inévitablement celui de la Deuxième guerre du Congo, quand les armées de ces deux pays, avec les groupes armés locaux qui leur étaient inféodés, s'étaient partagé l'est du Congo en deux zones sous leur contrôle, la ligne de démarcation entre elles étant pratiquement identique à celle d'aujourd'hui.

L'opération *Shujaa* se décline donc davantage en fonction des avancées du M23 et de la RDF que du déplacement des ADF. Elle a débuté au moment où le M23 lançait ses premières offensives en 2021 et elle s'est intensifiée quand, après la chute de Goma et Bukavu, il menaçait d'avancer dans le Grand Nord, chasse gardée ougandaise. Ceci tout en se réconciliant avec le Rwanda et en évitant toute rupture avec la RDC, malgré les innombrables couleuvres que Kinshasa doit avaler. Après le déploiement de troupes additionnelles ougandaises imposé en février 2025, notamment sur l'axe Butembo-Lubero, et après un ultimatum de Muhoozi, les FARDC ont même dû seconder les UPDF passées à l'attaque contre les Maï-Maï et les *Wazalendo*, jusque-là considérés comme des « *réservistes* » de l'armée congolaise, qu'elle a armés et équipés pour résister à l'avance du M23 [150].

La nouvelle cible des UPDF au Congo en dit long sur la faiblesse de l'armée et de l'État congolais, obligés de se retourner contre leurs alliés pour se plier aux desseins de Kampala. Il est vrai que Kinshasa n'a guère le choix : incapable de faire face à la coalition M23-Rwanda, un deuxième front, qu'ouvrirait un conflit ouvert avec l'Ouganda, serait ingérable, voire suicidaire. En outre, Kampala garde en réserve son atout de l'AFC, dont l'objectif officiel est de s'emparer du pouvoir sur toute l'étendue de la République.

La stratégie de l'Ouganda mise sur le vide existant sur le flanc oriental de la RDC tout en évitant que la zone sous contrôle rwandais, en particulier le Petit Nord, n'empiète sur sa propre sphère d'influence, le Grand Nord. La rivalité rwando-ougandaise n'a nullement disparu, mais Kigali et Kampala ont trouvé un terrain d'entente qui les avantage tous les deux, en permettant aux deux parties de se concentrer sur d'autres terrains et d'autres fronts, en particulier contre les groupes armés qui, du Sud-Kivu à l'Ituri, leur sont hostiles. Quant à Kinshasa, le rapport des forces ne le lui laisse guère d'autre choix que de renoncer

---

[149] ASIIMWE George, « Breaking : UPDF Crosses into Mahagi as Gen. Muhoozi Vows to Crush CODECO Militia », *Chimpreports*, 1er mars 2025.

[150] BOTELA Cédric, « Lubero en feu : la coalition FARDC-UPDF attaque les wazalendo après l'ultimatum de Muhoozi », *Congo Quotidien.com*, 27 juin 2025.

à exercer sa souveraineté sur de larges pans de son territoire, en espérant que la voie diplomatique lui permettra d'y remédier.

5. *PAX UGANDANA* : SÉCURISATION DE L'EST CONGOLAIS OU OCCUPATION ÉTRANGÈRE ?

En référence à la *pax romana,* ce chapitre interroge l'avenir de la paix dans les zones où les UPDF ont déployé leurs troupes et le risque pour la stabilité de ces zones.

5.1. Une présence militaire qui divise les communautés locales

Dans le Grand Nord et en Ituri, l'opinion locale reste fortement divisée sur la présence militaire ougandaise. Si une partie des notables et de la population la soutient et souhaite qu'elle se prolonge, une autre partie de la population lui est fondamentalement hostile.

5.1.1. Les UPDF, espoir de paix pour les communautés victimes des groupes armés

Bien avant la mise en place de l'opération *Shujaa*, des leaders politiques locaux, tel Antipas Mbusa Nyamwisi, ancien dirigeant du RCD-Kisangani devenu ministre des Affaires étrangères, soutenaient déjà l'idée d'une implication militaire ougandaise dans la lutte contre les ADF sur le sol congolais[151]. Cette idée a été appuyée par des parlementaires de l'Ituri et du Nord-Kivu qui en ont formulé la demande au président congolais[152]. Et, avant le lancement de l'opération, Félix Tshisekedi a consulté les leaders de la communauté nande, dominante dans le Grand Nord[153].

La présence militaire ougandaise est donc soutenue par un pan important de la population qui la perçoit à la fois comme un rempart contre les ADF et la CODECO et comme un verrou face à l'avancée du M23.

Dans le Grand Nord, en particulier dans le territoire de Beni, ces soutiens pourraient bien se justifier par le fait que les UPDF ont détruit les bastions des ADF dans le secteur de Ruwenzori et dans les chefferies des Bashu et Watalinga. Elles ont aussi réussi à libérer de

[151] KOMBI Yassim, « RDC-ADF : Au regard de l'expansion de violences, Mbusa Nyamwisi suggère des opérations militaires FARDC-UPDF au Nord-Kivu et en Ituri », *Actualité.cd*, 3 juillet 2020.

[152] « Coopération militaire RDC-Ouganda : "L'initiative est partie du Parlement et donc par un bon nombre de nos collègues" (Modeste Bahati) », *Dépêche.cd*, 3 décembre 2021.

[153] TITECA Kristof et SALVAGGIO Giovanni, *loc. cit.*, p. 6-7.

nombreux otages des ADF et à stabiliser cette zone autrefois l'épicentre de violence du groupe armé[154].

Un peu plus au sud, dans le territoire de Lubero, la présence des UPDF paraît encore plus nécessaire dans un contexte géopolitique marqué par la menace que fait peser l'AFC-M23, mouvement soutenu par le Rwanda qui est arrivé aux portes du Lubero-centre en février 2025. Ainsi, le 1er avril 2025, un mouvement citoyen de la ville de Butembo a organisé une manifestation contre un retrait présumé des UPDF de Lubero-centre[155]. En outre, les Nande, communauté majoritaire dans cette région, sont traditionnellement hostiles au Rwanda et aux mouvements qu'il soutient, mais beaucoup plus liés à l'Ouganda sur les plans historique, culturel et commercial.

Par ailleurs, les UPDF sont jugées plus professionnelles et disciplinées par la population locale que l'armée congolaise qui, depuis les sanglantes répressions des années 1980, peine à améliorer son image[156]. Cette crise de confiance perdure encore, elle s'est même renforcée en 2014, lorsque Mbusa Nyamwisi a accusé les FARDC d'être complices des massacres des ADF dans le territoire de Beni. Une mission parlementaire dépêchée à la suite de ces accusations ne les a pas totalement rejetées[157]. En outre, les armes et munitions des ADF proviennent fréquemment des stocks des FARDC. Ainsi, sur 16 fusils de type AK saisis auprès de combattants des ADF et examinés en 2025 par les experts du Groupe des Nations Unies sur la RDC, la moitié portait un marquage les identifiant comme appartenant aux FARDC[158].

Cette présumée complicité vient s'ajouter à d'anciennes allégations impliquant des officiers des FARDC luttant contre les ADF dans la contrebande de bois, de café et de cacao[159]. D'autres militaires sont accusés d'être responsables du pillage de produits agricoles dans le territoire de Beni[160]. Le 28 février 2025, le tribunal militaire de Butembo a condamné 55 soldats à la peine de mort non seulement pour fuite devant le M23, mais aussi pour le pillage de civils dans le territoire de Lubero[161].

En contrepoint de cette méfiance généralisée envers les FARDC, les UPDF représentent une lueur d'espoir de paix en Ituri, notamment au sein des communautés victimes des

---

[154] BWAKYANAKAZI Ildefonse, « Quel bilan pour l'opération Shujaa, trois ans après son début ? », *Ebuteli*, 25 octobre 2024.

[155] SENGENYA Claude, « RDC : ce que l'on sait des manifestations de Butembo contre un éventuel retrait de UPDF », *Actualite.cd*, 2 avril 2025.

[156] KAMPALA Pascal, « Crises des ADF et de CODECO : les relations entre civils et militaires sont-elles en passe de s'améliorer ? », *Ebuteli*, 22 décembre 2023.

[157] « ADF-NALU : les accusations de Mbusa Nyamwisi font réagir à Kinshasa », *RFI*, 26 octobre 2014.

[158] « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », *Conseil de sécurité Nations Unies*, S/2025/446, 3 juillet 2025, annexe 56.

[159] « Beni : le Général Muhindo Akili interdit aux FARDC l'exploitation du bois et du café », *Radio Okapi*, 8 mars 2015.

[160] « Beni : la population accuse des militaires des FARDC de tracasseries et de vol dans les champs », *Radio Okapi*, 13 décembre 2024.

[161] « Est de la RDC : au moins 55 militaires accusés d'avoir pris fuite ont été condamnés à mort », *RFI*, 1er mars 2025.

massacres de la CODECO (Hema, Alur, Mambisa, Ndo) et d'autres communautés des territoires d'Irumu et de Mambasa menacées par les ADF. Cela a pu être constaté le 30 mars 2025 quand les habitants de Bule (Djugu) ont accueilli avec enthousiasme les troupes des UPDF dans une zone en proie aux massacres des miliciens de la CODECO. À cette occasion, la société civile locale a suggéré que les troupes ougandaises soient déployées dans toutes les zones sous menace de groupes armés[162].

De même, des communautés affectées par l'extension territoriale des ADF soutiennent généralement le déploiement des UPDF, comme celle de Banyali Tchabi dans le territoire d'Irumu, qui s'est sentie rassurée par l'arrivée de soldats ougandais à la fin août 2025[163].

Les soutiens de ces communautés à la présence ougandaise traduisent, comme au Grand Nord, une crise de confiance envers les FARDC, mais aussi envers la force de paix onusienne, la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), à laquelle il est reproché de n'avoir pas réussi à dissuader des attaques suivies des massacres des civils dans les territoires d'Irumu et de Djugu, ou de n'avoir pas réagi à temps quand des attaques lui étaient signalées[164].

5.1.2. Les UPDF en proie à l'hostilité de groupes armés lendu et wazalendo

Si certaines communautés de l'Ituri soutiennent la présence des UPDF, il y a, en revanche, au sein de la communauté lendu, une méfiance ostensible à leur égard. Les forces ougandaises sont soupçonnées d'appuyer la milice *Zaïre*, composée majoritairement de membres de la communauté hema et rivale de la CODECO, ainsi que la CRP, le mouvement créé au début 2025 par un leader hema, Thomas Lubanga.

Cette hostilité a entraîné la mobilisation de différentes factions de la CODECO pour attaquer les UPDF dès leur déploiement à Fataki le 18 mars 2025[165]. Les affrontements se sont poursuivis en avril, des villages d'où provenaient les miliciens ayant été la cible des frappes ougandaises, entraînant la destruction d'une centaine de maisons et la fuite de leurs habitants[166].

Pour tenter de désamorcer cette escalade, une délégation de la communauté lendu s'est rendue à Entebbe le 17 avril 2025 afin de discuter avec le chef d'état-major des UPDF, le général Muhoozi. Bien que cela ait été perçu comme un signe d'apaisement, une partie de

---

[162] « Les militaires ougandaise de l'UPDF accueillis avec euphorie à Bule », *Radio Okapi*, le 31 mars 2025.

[163] « Le déploiement de l'armée ougandaise à Tchabi rassure la population », *Radio Okapi*, 31 août 2025.

[164] MALAGARDIS Maria, « Congo RDC : En Ituri, les victimes d'un nouveau massacre 'enterrées de façon indécente' », *Libération*, 14 juin 2023.

[165] « Affrontement entre l'armée ougandaise et la milice CODECO à Fataki », *Radio Okapi*, 19 mars 2025.

[166] « Ituri : des centaines des maisons détruites après des bombardements de l'armée ougandaise dans le groupement Arr », *Radio Okapi*, 19 avril 2025.

la communauté lendu et des leaders de CODECO ont rejeté en bloc cette mission[167] et la CODECO a poursuivi des offensives contre les UPDF[168].

Sans aller jusqu'à prendre les armes, la *Force de Resistance Patriotique de l'Ituri* (FRPI), un groupe lendu contrôlant la chefferie de Walendu-Bindi dans le sud de l'Irumu, considère que les UPDF, et en particulier leur chef d'état-major, attisent les tensions interethniques en prenant systématiquement le parti de la communauté hema[169].

Dans le Grand Nord, bien que les milieux économiques, majoritairement nande soient favorables à des liens étroits avec l'Ouganda, des commerçants reprochent aux UPDF d'écouler sur le marché local une partie de la provision qu'ils reçoivent, notamment des bouteilles d'eau de marque *Hema* provenant d'Ouganda[170]. La contrebande n'est pas un phénomène nouveau chez les UPDF, qui étaient déjà impliquées dans de telles activités en Somalie[171]. Et elles seraient actuellement au cœur d'un important trafic de grumes provenant des forêts protégées d'Ituri et du Grand Nord, alimentant le marché de la construction d'Afrique orientale[172].

Par ailleurs, les offensives lancées en juin et juillet 2025 par les UPDF secondées par les FARDC contre une faction des *Wazalendo* dans le territoire de Lubero risquent d'attirer l'hostilité d'autres factions vis-à-vis des forces ougandaises. Dans une zone menacée à la fois par le M23 et les ADF, les *Wazalendo* sont perçus dans une certaine mesure comme une force protectrice : les désarmer sans alternative pourrait apparaître, aux yeux de la population, comme une conspiration.

5.2. Des accords de paix torpillés et des communautés piégées par des milices rivales

Encouragés au départ par les colons belges, des conflits identitaires et fonciers opposent depuis plus d'un siècle deux peuples ituriens, les Lendu et les Hema. Pendant la Deuxième guerre du Congo, les tensions ont été avivées par l'occupant ougandais qui a armé des milices des deux communautés, favorisant plusieurs massacres à caractère génocidaire[173]. À la fin 2017, les antagonismes entre les deux peuples ont été à nouveau ravivés par les premières tueries à l'encontre de Hema, attribués à une secte, la CODECO.

---

[167] « Ouganda : des discussions pour la paix en Ituri entre une faction de CODECO et l'armée ougandaise », *Radio Okapi*, 24 avril 2025.

[168] « Attaque meurtrière de la CODECO contre un convoi de l'UPDF à Djugu: au moins 6 morts », *Radio Okapi*, 19 mai 2025.

[169] FRPI, « Mise au point », *réseaux sociaux (dont Facebook*), datée du 17 juillet 2025.

[170] KISANDO SOKOMEKA Georges, « Des militaires ougandais de l'UPDF dans la commercialisation de l'eau », *X*, 21 juillet 2025.

[171] « Somalie, 17 soldats ougandais accusés de contrebande attendent leur verdict », *RFI*, 3 août 2016.

[172] KISAKYE Frank, *loc. cit.*

[173] VLASSENROOT Koen et RAEYMAEKERS Tim, « Le conflit en Ituri », *L'Afrique des grands lacs - annuaire 2003-2004*, juin 2003, p. 208-233.

Depuis au moins 2004, plusieurs trêves ou accords de paix ont été conclus, mais n'ont pas connu d'effet durable. En se limitant aux dernières années, relevons la signature, en février 2020, d'un accord entre le Gouvernement de RDC et la FRPI, prévoyant la démobilisation et le désarmement de ce groupe armé, le plus ancien encore actif en Ituri, fondé en 2002[174]. Si cet accord a permis une relative accalmie en Irumu, le processus stagne, notamment en raison du manque de moyens de prise en charge par les autorités des démobilisés [175]. La même année, diverses factions de la CODECO ont signé des « *actes d'engagement* » pour la paix. Si une brève accalmie a été constatée, les violences semblent avoir connu un regain d'intensité dès la fin de l'année[176].

En outre, en 2022, la CODECO et la FRPI, ainsi que la *Force patriotique et intégrationniste du Congo* (FPIC), active en Irumu et composée majoritairement de Bira, ont pris part à un dialogue réunissant les groupes armés de l'est de la RDC à Nairobi sous la houlette d'Uhuru Kenyatta, ancien président kényan[177]. Ces trois groupes se sont également engagés dans un dialogue de paix à Aru (Ituri) en mai 2023[178], puis d'un second, dit Aru II, à la fin juin 2025, sous les auspices du gouvernement provincial et de la MONUSCO. Outre la CODECO, la FRPI et la FPIC, trois autres groupes de l'Ituri — *Zaïre-Autodéfense*, *Chini ya Tuna* et le *Mouvement d'autodéfense populaire en Ituri* (MAPI) — ont pris part à ce dialogue et conclu une feuille de route pour la paix[179].

Selon le *Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation* (P-DDRCS) du gouvernement congolais, plus de 1 400 membres de groupes armés, provenant notamment de *Zaïre* et du MAPI, ont volontairement déposé leurs armes aux autorités en Ituri entre janvier et septembre 2025[180]. Cependant, des groupes armés pourtant représentés aux dialogues d'Aru continuent à massacrer des civils. En témoigne l'offensive de CODECO du 27 juillet 2025 sur le site des déplacés Hema de Djangi (Djugu) ayant fait une dizaine de morts et des blessés[181]. Une semaine plus tôt, un affrontement

---

[174] « Accord entre le Gouvernement de la Republique Domocratique du Congo et la Force de Resistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) », *The University of Edinburgh*, 28 février 2020.

[175] « Bunia : environ 50% des miliciens de la FRPI ont déserté le site d'Azita par manque des nourritures », *Radio Okapi,* 9 septembre 2020. ; BOUVY Alexis et al., « L'impasse du processus de paix FRPI », *série Insecure Livelihoods*, *Conflict Research Group*, juillet 2021, p. 5-31.

[176] AGENONGA CHOBER Adolphe et BERGHEZAN Georges, *loc. cit.*

[177]« Ituri : les groupes armés CODECO, FRPI et FPIC se rendent aux assises de paix de Nairobi », *Radio Okapi*, 25 novembre 2022.

[178] AGEONGA CHOBER Adolphe, « Ituri : pourquoi les dialogues de paix ne suffisent pas », *Ebuteli*, 22 septembre 2023.

[179] « Les groupes armés signataires de l'accord de paix Aru 2 lancent une campagne de sensibilisation en Ituri », *Radio Okapi,* 4 juillet 2025. Cette feuille de route se décline en 4 axes : cessation des violences contre les populations civiles et les forces de défense et de sécurité, interdiction de circuler avec des armes, protection des personnes déplacées et facilitation de leur retour, et libre circulation des personnes et leurs biens en Ituri.

[180] « Reddition de plus de 1 400 miliciens de l'Ituri en l'espace de 8 mois : l'espoir d'un retour de paix », *Radio Okapi*, 14 septembre 2025.

[181] « Ituri : 9 morts et une douzaine de blessés dans une attaque de CODECO contre le site des déplacés de Djangi », *Radio Okapi*, 27 juin 2025.

peu médiatisé avait déjà éclaté entre *Zaïre* et la FPIC à Limani (Irumu)[182]. Vers la même date, des attaques de la CODECO contre des centres hema et des affrontements avec la CRP occasionnaient la mort de dizaines de civils, notamment à Lopa et Nizi (Djugu)[183]. La nouvelle flambée de violence a provoqué, selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), plus de 47 morts et plus de 80 000 déplacés entre mi-juillet et mi-août 2025 dans le territoire de Djugu[184].

5.3. Risque de confrontation entre les UPDF et les FARDC en Ituri ?

Dans le territoire de Djugu, bien que certains officiers de l'armée congolaise tentent de les minimiser, les divergences et les rivalités sont profondes entre les FARDC et les UPDF. Un rapport confidentiel d'un responsable des services de sécurité basé en Ituri révèle le profond malaise des autorités locales face à l'extension du déploiement imposé par les UPDF au-delà des zones où sévissent les ADF[185]. De son côté, le général Muhoozi a menacé d'arrêter le gouverneur militaire de l'Ituri, un propos qui a suscité l'indignation au sein des FARDC dont il dirige les opérations militaires dans la province[186].

En outre, dans le territoire de Djugu, les UPDF sont suspectées de cibler principalement la CODECO à travers leurs opérations, mais de tolérer la CRP, qui mène pourtant des offensives contre les FARDC. En effet, le bastion de ce mouvement se situe à quelques encablures de la base des UPDF à Sabe (Djugu), une situation dénoncée par la société civile locale[187].

De leur côté, les FARDC sont pointées du doigt, notamment par la *Commission diocésaine Justice et Paix* (CDJP) de Bunia car elles appuieraient la CODECO pour combattre la CRP et *Zaïre*[188]. À Fataki (Djugu), des soldats ougandais auraient accusé leurs collègues des FARDC de favoriser les attaques de la CODECO, menaçant de les désarmer[189]. Enfin, toujours près de Fataki, un camp des FARDC a été touché par des frappes des UPDF lors des affrontements qui les opposaient à la CODECO au cours du mois d'avril 2025[190]. Il s'agirait d'éclats d'obus

---

[182] « Djugu : panique et paralysie des activités à la suite des combats entre deux milices à Lopa », *Radio Okapi*, 21 juillet 2025.

[183] UPAR Freddy, « Djugu : des dizaines de civils tués suite aux affrontements entre l'armée et les combattants de CRP et aux attaques des miliciens CODECO », *Actualite.cd*, 25 juillet 2025.

[184] « RD Congo : de nouvelles violences armées dans le territoire de Djugu et Irumu », *OCHA Nations Unies*, 15 août 2025.

[185] Rapport non daté reçu par WhatsApp le 17 septembre 2025.

[186] « RDC : le chef de l'armée ougandaise menace d'arrêter le gouverneur de l'Ituri et invoque la possible prise de Kisangani », *Actualite.cd*, 23 mars 2025.

[187] « Ituri : six morts dans les affrontements entre les FARDC et la milice CRP à Nyamamba », *Radio Okapi*, 9 août 2025.

[188] « La CDJP diocèse de Bunia fustige l'escalade de violence armée en Ituri », *Radio Okapi*, 23 juillet 2025.

[189] Entretien avec un responsable de la sécurité à Djugu le 3 septembre 2025.

[190] « Ituri : des centaines des maisons ont détruites après les bombardements de l'armée ougandaise à Arr », *Radio Okapi*, 19 avril 2025.

ayant atteint une position des FARDC, qu'elles auraient dû évacuer[191]. Mais il devient difficile de contester que, au moins dans le territoire de Djugu, les FARDC et les UPDF ont des agendas divergents, en contradiction avec le caractère conjoint de *Shujaa*.

[191] Entretien téléphonique avec un responsable des services de renseignement de Djugu le 20 septembre 2025.

CONCLUSION

Les effectifs des UPDF participant à l'opération *Shujaa* n'ont cessé d'augmenter depuis son lancement : de 1 700 en 2021-22, le nombre de militaires ougandais présents en RDC en 2025 serait d'au moins 6 000, voire plus de 10 000, selon certaines sources. Déployées initialement dans le territoire de Beni (Nord-Kivu), les UPDF sont maintenant présentes dans tout le Grand Nord et dans quatre des cinq territoires de l'Ituri. Le cinquième territoire, celui d'Aru, plus au nord, pourrait même connaître un déploiement ougandais si les craintes d'une expansion des ADF dans la province voisine du Haut-Uélé se confirment.

Le récent élargissement de la zone d'intervention des UPDF permet à l'Ouganda de contrôler une vaste zone, allant du lac Albert en Ituri au lac Edouard dans le Grand Nord, en passant par la rivière Semuliki (voir les deux cartes ci-haut). En outre, Kampala a redéfini les cibles de ses opérations, ajoutant aux ADF initiales la CODECO et même des factions de *Wazalendo*, pourtant des alliés des FARDC, mais rechignant à se soumettre à l'autorité ougandaise.

Kinshasa n'a pu qu'avaliser, avec plusieurs mois de retard, cette extension de la présence militaire ougandaise. Après les revers subis face au M23, les FARDC n'auraient guère fait le poids en cas d'ouverture d'un deuxième front face aux UPDF, qui restent officiellement leurs partenaires dans le cadre de *Shujaa*. Malgré ce partenariat affiché, il est clair que la souveraineté de la RDC est de moins en moins respectée, non seulement par le Rwanda, mais aussi par l'Ouganda.

Combler le vide sécuritaire ou occuper le territoire ?

Cette percée ougandaise vient combler un vide sécuritaire particulièrement profond dans certaines régions de l'Est congolais, abandonné par les FARDC et la MONUSCO. Aussi, une partie de la population du Grand Nord et de l'Ituri, victime des violences des ADF et de la CODECO, fonde beaucoup d'espoir sur les UPDF qui, manifestement, bénéficient d'un large soutien. Il s'agit notamment des Hema, ciblés par la CODECO, et de communautés victimes des ADF (Banyali, Balese, Babila...). En outre, dans les zones menacées par l'avancée du M23, la population perçoit les UPDF comme un bouclier contre l'expansionnisme rwandais. Enfin, le contraste criant entre des UPDF disciplinées et équipées et des FARDC n'hésitant pas à piller leurs propres compatriotes lors de leurs fuites face à l'ennemi ne peut que renforcer la confiance en l'armée ougandaise qu'éprouvent de nombreux citoyens de ces régions.

Mais une autre partie de la population, en particulier les Lendu, perçoit négativement la *pax ugandana*, accusant les UPDF de soutenir des mouvements armés d'autres communautés, comme *Zaïre*, la CRP ou le MAPI, composés majoritairement de Hema. Et, bien entendu, la sanglante CODECO, composée de Lendu, est fondamentalement hostile aux UPDF, qu'elle a attaquées à plusieurs reprises. Cette polarisation des communautés ituriennes a une

dimension historique, puisqu'elle reproduit les soutiens et oppositions qui avaient déjà cours lors de l'occupation ougandaise de 1998-2003.

Si l'on prend en compte l'objectif affiché au départ — la réduction de la menace des ADF, le bilan de l'opération *Shujaa* est cependant loin d'être positif, contrairement aux fanfaronnades du président ougandais Museveni. Si les ADF ont bien été éloignées de la frontière de son pays, permettant la stabilisation de la zone frontalière, elles se sont enfoncées profondément à l'intérieur de la RDC, gagnant les territoires de Lubero au Nord-Kivu et d'Irumu et Mambasa en Ituri. Elles ont pris pied dans le territoire de Bafwasende (Tshopo) et semblent se diriger vers la province du Haut-Uélé. Elles pourraient aussi pénétrer dans le territoire de Djugu, où certains redoutent une alliance qui pourrait être conclue avec la CODECO[192]. De plus, la population d'Ituri et du Grand Nord continue de payer un lourd tribut aux raids des ADF, des raids dont la sauvagerie semble augmenter en réaction aux opérations militaires les visant.

Par ailleurs, en Ituri, et particulièrement dans le territoire de Djugu, la coalition entre les UPDF et les FARDC semble traversée par de profondes divergences qui poussent à s'interroger sur la durabilité de leur alliance. D'un côté, les UPDF combattent la CODECO que des militaires congolais sont accusés de soutenir. De l'autre, les UPDF semblent tolérer les activités le long du lac Albert de la CRP, un groupe fondé à Kampala et menant régulièrement des attaques contre les FARDC. Ces dynamiques font redouter à la fois que les soutiens directs ou indirects des deux armées à des milices rivales exacerbent les conflits communautaires et que l'Ituri se transforme en champ de confrontation entre les UPDF et les FARDC.

La croissance économique de l'Ouganda, enjeu stratégique de Shujaa

Au-delà des objectifs sécuritaires proclamés, l'opération *Shujaa* appuie des intérêts commerciaux et économiques, considérés comme stratégiques par les dirigeants de Kampala. En effet, depuis le début, un des buts de l'opération est de protéger des chantiers routiers confiés à l'entreprise, bien sûr ougandaise, *Dott Services Ltd*. Ces voies devraient renforcer les connexions de l'Ouganda en direction du Nord-Kivu, de l'Ituri et de l'hinterland oriental congolais. Elles devraient permettre un développement du commerce entre les deux pays, pour l'essentiel des biens manufacturés arrivant depuis ou via l'Ouganda et des ressources naturelles et minérales exportées par le Congo (or, café, cacao, bois d'œuvre…). Or, beaucoup de ces exportations sont effectuées frauduleusement et ne profitent nullement à l'État congolais. En revanche, elles gonflent la balance commerciale ougandaise. Il n'est guère surprenant que l'or et le café, abondants en Ituri et au Nord-Kivu, soient devenus les premières recettes d'exportation de l'Ouganda.

Un autre enjeu du déploiement des UPDF est la sécurisation des champs pétroliers du lac Albert, partagés avec la RDC. Alors que l'Ouganda est sur le point de débuter ses

[192] SERWAT Ladd, « As M23 rebels take hold of eastern Congo, the Islamic State is capitalizing on the chaos », *Armed Conflict Location and Event Dataset (ACLED)*, 18 juin 2025.

exportations d'or noir via un gigantesque oléoduc reliant le lac Albert au port de Tanga en Tanzanie, le projet est au point mort côté congolais, les investisseurs redoutant vraisemblablement l'insécurité qui y règne. Mais c'est sans nul doute pour protéger ses propres installations de toute tentative de sabotage provenant de la rive congolaise du lac que l'Ouganda y a installé, en juin 2025, une nouvelle base militaire. Et parmi les acteurs qui pourraient nuire aux intérêts ougandais figure en premier lieu la CODECO, présente aux abords du lac Albert. Ici, la lutte contre les groupes armés menaçant certaines communautés ituriennes, est clairement en phase avec la sécurisation des intérêts économiques de Kampala.

Parmi les autres — et multiples — objectifs de l'opération *Shujaa*, un des moindres n'est pas de contenir l'avancée du M23 vers le nord. Autrement dit, d'éviter l'extension de la zone d'influence rwandaise au détriment de celle de l'Ouganda. D'où le déploiement de troupes des UPDF à Lubero, à proximité des positions du M23. Aucun coup de feu n'a été échangé entre les deux camps alors que les relations sont actuellement cordiales entre Kigali et Kampala, en grande partie grâce au puissant et fantasque général Muhoozi, chef d'état-major et fils du président ougandais. Mais elles ont, à plusieurs reprises, connu des crises, voire des ruptures, la dernière s'étant achevée en 2022. En outre, par le biais de l'AFC, alliance politico-militaire dominée par le M23, mais avec des membres pouvant être considérés comme pro-ougandais ou en tout cas non rwandophones, Kampala semble en mesure de s'imposer comme un acteur incontournable sur la scène congolaise, au même titre que le Rwanda.

Cette situation évoque de plus en plus le partage rwando-ougandais de près de la moitié du territoire congolais d'il y a un quart de siècle. Elle ne résulte pas seulement de la convoitise de ces deux voisins, car elle n'aurait pas été possible si Kinshasa avait développé un État digne de ce nom, au Kivu, en Ituri et ailleurs dans le pays. Un État offrant des services publics, tourné vers le développement et la lutte contre les inégalités. Un État qui permettrait à ses citoyens de dormir en paix et de vaquer à leurs occupations en toute sécurité.

Au lieu de cela, l'État congolais et ses forces de sécurité sont gangrénés par la corruption, le souci d'enrichissement personnel prenant le pas sur toute considération collective. Cet État est en train de s'effondrer, non seulement dans les régions occupées par le M23, mais aussi dans les zones où les UPDF s'engouffrent, profitant du vide laissé par les FARDC dans le chaos des groupes armés. Ailleurs au Nord ainsi qu'au Sud-Kivu, malgré les engagements pris à Doha et Washington, les combats se poursuivent avec le M23, alors que les accrochages entre FARDC et *Wazalendo* sont de plus en plus fréquents.

Des défis innombrables et complexes

Les défis à relever en vue d'un retour à la paix semblent insurmontables tant ils sont nombreux et complexes. En plus du retrait des armées étrangères, « *invitées*[193] » ou non invitées, condition préalable à la restauration d'une souveraineté minimale de la RDC, les forces de sécurité, et en premier lieu les FARDC, doivent être profondément réformées. Simultanément, il faudra désarmer et démobiliser des douzaines de groupes armés, congolais et non congolais, et autres *Wazalendo* ; gérer le retour dans leurs villages de millions de déplacés et de centaines de milliers de réfugiés dans les pays voisins ; engager des poursuites contre les auteurs d'atrocités ; et mettre en œuvre une politique de réconciliation intercommunautaire et de distribution équitable des terres et des richesses nationales.

Sur le plan régional, Kinshasa aurait tout intérêt à nouer avec ses voisins, en particulier rwandais et ougandais, des accords économiques mutuellement avantageux concernant la vente et la transformation de ses ressources naturelles, ce qui n'est possible que si sont combattus les facteurs favorisant la fraude transfrontalière. Enfin, les destinataires finaux de ces richesses — en Occident, en Chine, dans le monde arabe… — pourraient fournir de solides incitants à de telles réformes en conditionnant leurs importations au respect des droits fondamentaux des producteurs congolais, de l'environnement et de la légalité de l'ensemble de la chaîne aboutissant dans leur pays.

[193] Y compris plusieurs milliers de militaires burundais présents au Sud-Kivu. YEMBA David, « Burundi : le gouvernement maintient ses troupes en RDC malgré les critiques internes et les tensions régionales », *SOS Media Burundi*, 17 juillet 2025.

LES RAPPORTS DU GRIP

2021/5 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes. Compendium 2020**, SIPRI/GRIP, 48 p. , 10 €

2021/6 **Robots tueurs: Le début de la fin?,** Stan Brabant, 28 p., 10 €.

2021/7 **Est de la RDC : le paradoxe d'un état de siège et d'une insécurité grandissante,** Adolphe Agenonga Chober, 28 p. , 10 €

2022/1 **Industries de défense saoudienne et émiratie : défis semblables, évolutions divergentes,** Georges Berghezan, 28 p., 10 €

2022/2 **Résumé du SIPRI Yearbook 2022 – Armements, désarmement et sécurité internationale,** Traduction GRIP, 32 p., 10 €

2022/3 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes,** Compendium 2020, GRIP/SIPRI, 52 p. , 10 €

2022/4 **Si importantes qu'elles disparaissent. L'invisibilité des femmes combattantes dans les programmes DDR,** Clémence Buchet-Couzy**,** 28 p., 10 €

2022/5 **Un programme en eaux troubles- Incertitudes autour des sous-marins nucléaires australiens,** Maïté Bol, 40 p., 10 €

2023/1 **La Turquie, nouveau leader de non-alignés?,** Georges Berghezen, 60p., 10 €

2023/2 **Résumé du SIPRI Yearbook 2023 Armements, désarmement et sécurité internationale,** Traduction GRIP, 24p., 10 €

2023/3 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes,** Compendium 2023, SIPRI/GRIP, 52 p., 1

2023/4 **Faut-il acheter le F-35 pour participer au partage nucléaire dans l'OTAN,** Samuel Longuet, 50 p., 10 €

2024-1 **Hors OTAN, mais partenaires: Bosnie-Herzégovine, Serbie, Kosovo**, Georges Berghezan, 36 p., 10 €

2024-2 **L'intégration des enjeux climato-environnementaux dans les doctrines et stratégies militaites: état des lieux et pistes de réflexion**, Maïté Bol, 120 p., 10 €

2024-3 **Hausse des achats d'armement au Viêt Nam et en Thaïlande**, Anne Xuan Nguyen, 36 p., 10 €

2024-4 **Puissance aérienne et gouvernement du ciel en Afrique. Vivre dans les fantasmes sécuritaires d'Autrui**, Christophe Wasinski, 28 p., 10 €

2024-5 **Vendre des armes à Taïwan sans régler «la question de Formose». Les ambigüités états-uniennes et européennes**, Samuel Longuet , 62p., 10 €

2024/6 **L'influence de la Chine au Moyen-Orient. Entre avancées notables et limites persistantes,** Thierry Kellner et Nadine Loutfi, 32p., 10 €

2024/7 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes** – Compendium 2024, SIPRI, Traduction GRIP, 54 p., 10 €

2025/1 **Est de la RDC: inflation des prix du cacao, émergence des réseaux de contrebande et de criminalité** – Adolphe Agenonga Chober, 34p., 10 €

2025/2 **Trafics d'armes des États-Unis vers le Mexique** – Georges Berghezen, 40p., 10€

2025/3 **L'immmaginaire «Start-up» de la guerre. : L'intelligence artificielle et le réenchantement de la fédense de l' « Occident»,** – Christophe Wasinski, 54p., 10€

2025/4 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes,** Compendium 2025, GRIP/SIPRI, 54 p. , 10 €

Pour commander votre exemplaire de ce Rapport du GRIP, rendez-vous sur www.grip.org / publications / rapports (10 € frais de port inclus)

ARMÉE OUGANDAISE EN RDC : FORCE DE PAIX OU PUISSANCE OCCUPANTE?

Depuis novembre 2021, plusieurs milliers de soldats des Uganda People's Defence Forces (UPDF) sont présents dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) dans le cadre de l'opération Shujaa menée conjointement avec les Forces armées de RDC (FARDC). L'objectif était, au départ, d'éradiquer les Allied Democratic Forces (ADF), un groupe islamiste d'origine ougandaise basé dans la province du Nord-Kivu.

Quatre ans plus tard, les ADF sont loin d'être anéanties et continuent à massacrer des civils, y compris dans la province voisine de l'Ituri. L'opération Shujaa les a bien éloignées de la frontière ougandaise, mais elle n'a nullement diminué leur capacité de nuisance, projetée davantage à l'intérieur de la RDC.

De leur côté, si les UPDF se sont également déployées en Ituri, elles semblent plutôt s'intéresser à d'autres groupes armés ajoutés à leur liste d'ennemis à abattre. Un renforcement majeur des effectifs et l'extension géographique de leur déploiement, au début 2025, ont été imposés à Kinshasa, l'accord les entérinant n'étant conclu que plusieurs mois plus tard.

Par ailleurs, au-delà des objectifs affichés, la présence militaire ougandaise vise également à sécuriser les intérêts économiques de Kampala, dont son accès au marché et aux ressources naturelles de RDC, la construction de routes et l'exploitation du pétrole extrait du lac Albert. Si la présence des UPDF rassure des populations affectées par les violences des ADF, elle est également à la base de tensions communautaires croissantes et du mécontentement de commerçants lésés par les produits vendus en contrebande par les soldats ougandais.

Le renforcement du dispositif militaire ougandais a aussi été justifié par la nécessité de bloquer l'avancée du M23 pro-rwandais qui, après la prise de Goma, progressait dans le nord du Nord-Kivu, chasse gardée de Kampala. La ligne de démarcation entre les UPDF et le M23 matérialise ainsi le découpage de l'est de la RDC en deux sphères d'influence, rappelant immanquablement la Deuxième guerre congolaise (1998-2003) quand l'Ouganda, le Rwanda et les groupes congolais qui leur étaient inféodés s'étaient partagé l'est du Congo.

N'ayant pas réussi à éliminer les ADF et de moins en moins conjointe, l'opération Shujaa contribue à rogner un peu plus la souveraineté de la RDC, incapable de s'opposer aux puissants intérêts ougandais dans la région.

Georges Berghezan a été chercheur au GRIP jusqu'en 2022, lorsqu'il a pris la retraite tout en accédant au statut de chercheur associé. Ses études ont couvert plusieurs des nombreux conflits « post-guerre froide », particulièrement en Afrique subsaharienne, et les outils servant à les mener, les armes légères et de petit calibre.

Adolphe Agenonga Chober, chercheur associé du GRIP, est professeur à l'Université de Kisangani. Il a également été consultant de la Communauté Économique des États d'Afrique Centrale (CEEAC) et du Bureau Régional des Nations-Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), ainsi que chercheur à l'institut Ebuteli.

GRIP

LES RAPPORTS DU GRIP
2025/5

ISBN : 978-2-87291-255-1

9 782872 912551